



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 MAI 1927

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH MAY, 1927

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL  
OFFICIELLE" GAZETTE".

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

## TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

## ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2193

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

2194

## Lettres patentes

## Letters patent

### "Abitibi Transportation Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: E.-Théodore Paquet, avocat, de Québec, Henri Morin, marchand, de Saint-Alban, comté de Portneuf, Fernando Boulay, télégraphiste, de Kapuskasing, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce de voituriers par terre et par eau, au moyen d'autobus, camions, taxis, bateaux à vapeur ou autres, dans le district d'Abitibi;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, emplacements, droits de surface, droits afférents au gouvernement, aux municipalités et d'autres droits, privilèges, franchises, avantages, achalandages, relations d'affaires et permis de toutes espèces, et les vendre, les aliéner, les changer ou autrement les négocier;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie, avec le consentement des actionnaires pour services par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie, débiteures ou autres valeurs, suivant la décision des directeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions ou d'autres privilèges similaires conférant aucun droit limité, ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et les faire valoir, les vendre, les louer ou autrement négocier tels brevets, licences ou concessions;

Garantir telles obligations, débiteures ou actions que, par la loi, elle est autorisée à émettre, en consentant un acte d'hypothèque, mortgage ou nantissement d'aucune propriété de la compagnie, mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle peut posséder dans la province; le tout

### "Abitibi Transportation Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1927, incorporating: E. Theodore Paquet, advocate, of Quebec, Henri Morin, merchant, of Saint Alban, county of Portneuf, Fernando Boulay, telegraph operator, of Kapuskasing, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on under all forms the business of carriers by land and by water by means of autobuses, trucks, taxis, steamboats or other, in the district of Abitibi;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate, emplacements, surface rights, rights appertaining to the government, municipalities and other rights, privileges, franchises, advantages, good-will, business relations and permits of every kind and to sell, alienate, exchange or otherwise deal with same;

To carry on any other businesses deemed necessary or useful for the purposes of the company;

To pay for any expenses in connection with the formation of the company and, with the consent of the shareholders, for services by the promoters and others, either in cash or paid up shares of the company, debentures or other securities according to the decision of the directors;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions or other similar privileges conferring any limited right or other information respecting any invention or process and turn to account, sell, lease or otherwise deal with such patents, licenses or concessions;

To guarantee such bonds, debentures or shares which the company is by law authorized to issue, by giving an authentic deed of hypothec, mortgage or pledge or any moveable or immoveable property of the company, present or future, which it may hold in the Province, the whole

conformément à l'article dix du chapitre 227 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925 et aux articles suivants, ainsi qu'a adopté la législature de Québec;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont ni limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Accomplir tous actes, exercer tout pouvoir et tout commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Abitibi Transportation Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Makamik, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2195 C.-J. SIMARD.

#### "Café St-Jacques, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1927, constituant en corporation : Thomas Dancoste, restaurateur, Eugène Dancoste, gérant, Paul Cusson, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie hôtelière dans tous ses détails, tenir hôtel et restaurant, et faire toutes choses se rapportant à cette industrie, tel que cirage de bottes, atelier de coiffeur; tenir salle de billard et de pool, dépôt de journaux et revues; magasin de tabac et cigares, aussi bien que vendre des vins et bières conformément à la Loi des liqueurs de Québec;

Acquérir par vente, échange, bail ou autrement, de tout individu, raison sociale ou compagnie, tout hôtel ou restaurant, avec ou sans les meubles que contiennent lesdites exploitations, et avec ou sans le mobilier, le roulant ou les accessoires, et payer cesdits commerces en argent ou en parts acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir de toute manière, louer ou retenir à bail ou par tout autre titre, toutes propriétés mobilières nécessaires aux objets pour lesquels la présente compagnie demande son incorporation, et payer pour lesdites acquisitions ou prises de possession, en argent ou en parts acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, aliéner, louer ou transiger de toute façon ces propriétés, meubles ou immeubles, et emprunter l'argent nécessaire sur la garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter toutes les acquisitions, meubles ou immeubles de la compagnie, hôtel, restaurant, et autres bâtisses nécessaires à l'exercice des pouvoirs demandés ci-dessus;

Acheter, acquérir, aliéner, vendre, posséder, transporter ou céder ses parts ou autres garanties provenant de toute autre compagnie ou de toute autre corporation engagées dans le même commerce que celui exercé par la compagnie, ou faire toute autre transaction à l'avantage de ladite compagnie;

Faire tous autres actes avantageux pour la compagnie en général et pour les fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée;

pursuant to article 10, chapter 227 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and following articles, as adopted by the Quebec Legislature;

The powers contained in any of the paragraphs of the present petition shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph;

To accomplish any acts, exercise any power and any business connected with the proper realization of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Abitibi Transportation Company, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Makamik, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2196 Assistant Provincial Secretary.

#### "Café St-Jacques, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, S. R. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of April, 1927, incorporating: Thomas Dancoste, restaurant-keeper, Eugène Dancoste, manager, and Paul Cusson, stenographer, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hotel business in all its details, keep a hotel and restaurant and do everything in connection with said business, such as keeping a shoe shining stand, hair-dresser's shop, billiard and pool room, newspaper and magazine stand, tobacco and cigar store, and also to sell wine and beer pursuant to the Quebec Liquor Act;

To acquire by sale, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, any hotel or restaurant with or without the furniture contained in the said establishments, and with or without the furnishings, rolling stock or accessories, and to pay for such businesses in cash or paid up shares of the company;

To purchase or acquire in any manner, lease or hold on lease or by any other title any movable property necessary for the objects for which the present company applies for incorporation, and to pay for the said acquisitions or taking of possession, in cash or paid up shares of the company;

To sell, exchange, alienate, lease or deal in any manner in such movable or immovable property, and to borrow the necessary money on the security thereof;

To construct, maintain and operate any acquisitions, movables or immovables of the company, hotel, restaurant and other buildings necessary for the exercise of the powers hereabove applied for;

To purchase, acquire, alienate, sell, hold, transfer or assign its shares or other securities derived from any other company or any other corporation engaged in the same business as that carried on by the company, or to carry on any other transaction for the benefit of the said company;

To do any other advantageous acts for the company in general and for the purposes for which the present company is incorporated;

S'associer, se fusionner par vente ou autrement avec toute autre personne ou compagnie exerçant des commerces analogues à ceux que la compagnie pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, détenir ou posséder des actions ou obligations de toute compagnie ou corporation faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Donner des actions libérées de la compagnie en paiement total ou partiel du prix des biens meubles et immeubles acquis par la compagnie, de toute licence, bail ou privilège exercé par la compagnie, de tout travail fait ou à faire pour la compagnie;

Limiter le nombre de ses actionnaires à vingt, sous le nom de "Café St-Jacques, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2197 C.-J. SIMARD.

**"Canadian Farms Dealer, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Joseph-Gustave Avard, agent financier, de la cité d'Outremont, Joseph-Ovila Cartier, agent financier, Joseph-Herménégilde Payette, notaire, Camille-Antonio Maher, bourgeois, Arthur-Pierre Day, cocher, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, aucuns droits attachés ou connexes à icelle, et la faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en la disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

Faire les opérations générales d'une agence, négocier des prêts, trouver des placements, faire les affaires de capitalistes, financiers, courtiers et agents de manufacturiers; acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner et commercer toutes sortes de biens mobiliers ou immobiliers et par-

To enter into partnership or amalgamate by sale or otherwise, with any other person or company carrying on any similar business to that carried on or that may be carried on by the company;

To acquire, hold or own shares or bonds of any company or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that of the company;

To give paid up shares of the company in full or part payment for the price of movable and immovable property acquired by the company, for any license, lease or privilege exercised by the company, for any work done or to be done for the company;

To limit the number of its shareholders to twenty, under the name of "Café St-Jacques, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2198 Assistant Provincial Secretary.

**"Canadian Farms Dealer, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1927, incorporating: Joseph Gustave Avard, financial agent, of the city of Outremont, Joseph-Ovila Cartier, financial agent, Joseph Herménégilde Payette, notary, Camille Antonio Maher, gentleman, Arthur Pierre Day, driver, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immoveable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business;

To transact all kinds of agency business, to negotiate loans, to find investments, to carry on business as capitalists, financiers, brokers and manufacturer agents; to purchase or otherwise acquire, sell, dispose of and deal in real and personal property of all kinds, and in particular

tiellement des terrains, actions, stocks, débetures, valeurs, dettes de livres et tout intérêt dans des biens mobiliers et immobiliers et toutes réclamations contre tels biens ou contre toute personne ou compagnie; faire des avances de deniers sur la garantie d'actions et de parts, acheter, vendre et négocier des mandats, bons, débetures, connaissances, récépissés d'entrepôts, choses en litige, coupons et autres valeurs ou documents négociables ou transférables ou non négociables; souscrire, assurer et émettre à commission ou autrement, prendre, détenir et négocier des actions et valeurs de toutes sortes; faire les affaires de promoteurs et former, constituer, promouvoir, aider et contrôler des compagnies et entreprises;

Faire les affaires d'une compagnie foncière et, en rapport avec telles affaires, acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, détenir et subdiviser, disposer en lots à bâtir, rues, terrains, squares ou autrement améliorer, développer, louer, vendre, céder, échanger, affermer ou autrement aliéner et commercer généralement des terrains et biens fonciers de toutes sortes et espèces, soit vacants, améliorés ou autres, et aussi des droits, titres et intérêts s'y rapportant et aussi des propriétés de toutes sortes et espèces, y compris des propriétés personnelles et mobilières et tous droits et privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires pour les fins de son industrie et, sur tels terrains et biens-fonds ou toutes parties d'iceux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, rues, ruelles, ponts et autres voies de communication, maisons, résidences, écuries, fabriques, moulins, usines, manufactures et tous autres bâtiments et travaux et améliorations qui peuvent être jugés désirables en rapport avec les fins de la compagnie, y compris la construction dans et sur tels terrains ou toute partie d'iceux, de trottoirs, drains, aqueducs, égouts, usines génératrices de lumière et accessoires et toutes autres améliorations de nature à augmenter la valeur des propriétés de la compagnie ou de toute partie d'iceles; faire les affaires d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire les affaires générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges et choses semblables et baux négociables et toutes sortes de contrats se rapportant au commerce d'immeubles;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrices de lumière ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie, ou de toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations; donner une décharge partielle et finale, accorder *main-levée* d'hypothèque avec ou sans considération;

Bâtir, poser, entretenir et exploiter un ou plusieurs systèmes d'aqueducs pour l'approvisionnement raisonnable d'eau aux détenteurs et aux acheteurs des propriétés de la compagnie et autres personnes en rapport avec tels approvisionnements, aqueducs, filtres, usines, station

lands, shares, stocks, debentures, securities, book debts and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company; to advance money on the security of stocks, shares, buy, sell and deal in warrants, bonds, debentures, bills of lading, warehouse receipts, choses in action, coupons and other negotiable or transferable or non-negotiable securities or documents, to subscribe for, underwrite, issue on commission or otherwise take, hold and deal in shares and securities of all kinds; to carry on business as promoters and to form, constitute, float, assist and control companies and undertakings;

To carry on the business of a land company, and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, as also property of any other kind or description, including personal and moveable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business, and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, dwellings, stables, factories, mills, plants, manufactures and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, including the construction in and on such lands, or any part thereof, of sidewalks, drains, water-mains, sewers, lighting plants and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property or any part thereof; and to carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements; give partial and final discharge and grant *main-levée* of hypothec with or without consideration;

To build, install, maintain and operate one or more systems of water-works for the proper supply of water to the holders and purchasers of the property of the company and others, in connection therewith, aqueducts, filtration plants, pumping stations, mains, connections and other

de pompes, tuyaux principaux, raccordement et autres accessoires et outillages de tels aqueducs, vendre et céder la dite eau et pour et à ces fins, faire tous contrats que la compagnie croira avantageux;

Faire les opérations de courtiers en assurance et agents généraux pour l'emploi et aussi la vente et l'achat des propriétés foncières et de tous intérêts en icelles, et moyennant rémunération, procurer des placements immobiliers pour toute personne; agir comme agents d'immeubles pour des propriétaires d'immeubles, subdivisions, lots à bâtir, emplacements de ville ou terrains de toutes sortes ou tous intérêts s'y rapportant; assumer et acquérir de toute personne ou corporation toutes agences inclusives ou autrement pour la vente de tels terrains, emplacements et intérêts s'y rapportant et accepter les cessions de contrats ou exécuter tous contrats faits en rapport avec tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de maisons et agents de location, et comme industrie connexe, faire les affaires d'agents d'assurance contre le feu;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, société, association ou com-

accessories and adjuncts to such water-works; to sell and dispose of said water, and for such purposes to enter into any contracts that may be considered advisable by the company;

To act as insurance brokers and general agents for employment, and also for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any such lands, sites or interest therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents and, as incidental thereto, to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any other secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying

pagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Emprunter toutes sommes d'argent dont la compagnie pourra avoir besoin sur son propre crédit et comme garantie, émettre des bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes et tels prix qui seront jugés convenables ou encore hypothéquer, émettre ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers possédés en aucun temps par ladite compagnie, sous le nom de "Canadian Farms Dealer, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
2199 ALEXANDRE DESMEULES.

on or engaged in, or about to carry on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry or in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement; guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To borrow any sum or sums of money as may be needed on the credit of the company and, as security, to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums or for such prices as may be deemed expedient or again to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable properties owned at any time by the said company, under the name of "Canadian Farms Dealer, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,  
2200 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Club Outremont, Incorporé—Outremont Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date

"Club Outremont, Incorporé—Outremont Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth of

du seizième jour d'avril 1927, constituant en corporation, sans capital-actions: Henri Schetagne, notaire, Maurice Tétreau, Armand Lebeau, avocats, Elzebert Turgeon, courtier en grain et farine, Eugène Beaulac, journaliste, Jean-J. Perreault, architecte, Jacques Villeneuve, bourgeois, tous domiciliés en la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Promouvoir et faire l'étude de toutes les questions politiques et sociales qui peuvent intéresser la Communauté;

Former toutes associations ou clubs pour la récréation et le délassement du corps et de l'esprit;

Posséder et exploiter une licence ou permis pour la vente de la bière et du vin, conformément aux prescriptions de la Loi des Liqueurs Alcooliques, ch. 37, S. R. Q., 1925, et de tous amendements qui pourraient y être faits;

Acquérir tout autre Club ou Association ayant les mêmes fins que celles du présent club projeté;

Acquérir, prendre sous bail, hypothéquer et aliéner tous biens immobiliers qui pourraient être requis pour les fins de ce club;

Faire, souscrire, accepter, endosser, escompter tous billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables qui pourraient être nécessaires pour l'exploitation et le maintien du club;

Charger aux membres tous droits d'entrée, souscription annuelle ou mensuelle qui pourrait être nécessaire pour payer les dépenses du club;

Emprunter pour les fins du club, de tout membre ou autre personne ou compagnie ou société de crédit, toutes sommes de deniers qui pourraient être requises pour le maintien et l'exploitation du club;

Acquérir et posséder tous biens mobiliers, meubles meublants, qui pourront être requis pour le confort des membres du club;

Vendre et échanger tous biens mobiliers et meubles meublants qui pourraient cesser d'être utiles au club;

Obtenir de tous Conseils Municipaux ou autres autorités toutes permissions et autorisations qui pourraient être requises pour l'exploitation du club;

Exploiter dans les salles du club une salle à manger, cuisine, et servir aux membres tous rafraîchissements, vins, bières et autres liqueurs permises par les lois de la Province;

Construire et exploiter toutes allées de quilles, avoir des billards, pools, cartes, dames, échecs, afin de procurer aux membres des récréations et des amusements convenables, et généralement avoir, posséder et exploiter dans les salles du club, tout ce qui pourrait être jugé agréable, utile et nécessaire aux membres, pour promouvoir les intérêts politiques et sociaux du club, et procurer à ses membres toutes récréations légitimes et amusements convenables, sous le nom de "Club Outremont, Incorporé—Outremont Club, Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

2201

April, 1927, incorporating without share capital: Henri Schetagne, notary, Maurice Tétreau, Armand Lebeau, advocates, Elzebert Turgeon, grain and flour broker, Eugène Beaulac, journalist, Jean-J. Perreault, architect, Jacques Villeneuve, gentleman, all domiciled in the city of Outremont, for the following purposes:

To promote and study any political and social questions which may interest the community;

To form any associations or clubs for the recreation and relaxation of the body and the mind;

To hold and operate a licence or permit for the sale of beer and wine, pursuant to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, ch. 37, R. S. Q., 1925, and any amendments which may be made thereto;

To acquire any other club or association having the same purposes as those of the present projected club;

To acquire, take on lease, hypothecate and alienate any immovable property which may be required for the purposes of the club;

To make, underwrite, accept, endorse, discount any promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments which may be necessary for the operation and maintenance of the club;

To charge the members any entrance fees, annual or monthly subscription which may be necessary to pay the expenses of the club;

To borrow for the purposes of the club, from any member or other person or company or loan society, any sums of money which may be required for the maintenance and operation of the club;

To acquire and hold any movable property and furniture which may be required for the comfort of the members of the club;

To sell and exchange any movable and movable furniture which may cease to be useful to the club;

To obtain from any municipal councils or other authorities any permissions and authorizations which may be required for the operation of the club;

To operate in the club rooms a dining room, kitchen, and serve the members with any refreshments, wine, beer and other liquors permitted by the laws of the Province;

To build and operate any bowling alleys, to have billiard and pool tables, cards, checkers, chess, so as to procure suitable recreation and amusement for the members, and generally to have, hold and operate in the club rooms anything which may be deemed agreeable, useful and necessary for the members, to promote the political and social interests of the club and to procure any legitimate recreation and suitable amusements for its members, under the name of "Club Outremont, Incorporé—Outremont Club, Incorporated".

The amount to which shall be limited the immovable property that the corporation may own shall be fifty thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1927.

2202

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Confederated Securities, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: T.-Gustave Gaudry, agent de manufacture, Edgar Champoux, avocat, et Philippe Rodden, industriel, tous de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce en général et en particulier le commerce d'obligations, débetures, actions privilégiées ou ordinaires;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, emplacements, droits de surface, droits afférents au gouvernement, aux municipalités et d'autres droits, privilèges, franchises, avantages, achalandages, relations d'affaires et permis de toutes espèces, et les vendre, les aliéner, les échanger ou autrement les négocier;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et, avec le consentement des actionnaires pour services par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie, débetures ou autres valeurs, suivant la décision des directeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions ou d'autres privilèges similaires conférant aucun droit limité, ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et les faire valoir, les vendre, les louer ou autrement négocier tels brevets, licences ou concessions;

Garantir telles obligations, débetures ou actions que, par la loi, elle est autorisée à émettre, en consentant un acte authentique d'hypothèque, mortgage ou nantissement d'aucune propriété de la compagnie, mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle peut posséder dans la province; le tout conformément à l'article dix du chapitre 227 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, et aux articles suivants, ainsi qu'a adopté la Législature de Québec;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont ni limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Accomplir tous actes, exercer tout pouvoir et tout commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Confederated Securities, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2203 C.-J. SIMARD.

**"Confederated Securities, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1927, incorporating: T. Gustave Gaudry, manufacturers' agent, Edgar Champoux, advocate, and Philippe Rodden, manufacturer, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on under all forms business in general and particularly to deal in bonds, debentures, preferred or common stock;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate, emplacements, surface rights, rights appertaining to the government, municipalities and other rights, privileges, franchises, advantages, good-will, business relations and permits of every kind and to sell, alienate, exchange or otherwise deal with same;

To carry on any other businesses deemed necessary or useful for the purposes of the company;

To pay for any expenses in connection with the formation of the company and, with the consent of the shareholders for services by the promoters and others, either in cash or paid up shares of the company, debentures or other securities according to the decision of the directors;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions or other similar privileges conferring any limited right or other information respecting any invention or process and turn to account, sell, lease or otherwise deal with such patents, licenses or concessions;

To guarantee such bonds, debentures or shares which the company is by law authorized to issue, by giving an authentic deed of hypothec, mortgage or pledge on any moveable or immoveable property of the company, present or future, which it may hold in the Province, the whole pursuant to article 10, chapter 227 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and following articles, as adopted by the Quebec Legislature;

The powers contained in any of the paragraphs of the present petition shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph;

To accomplish any acts, exercise any power and any business connected with the proper realization of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Confederated Securities, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2204 Assistant Provincial Secretary.

**"Cremazie Political Club, Incorporated".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril, 1927, constituant en corporation: Arthur Marleau, William Scullion, gérants, P.-Armand Paquin, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes;

**"Cremazie Political Club, Incorporated".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1927, incorporating: Arthur Marleau, William Scullion, Managers, P. Armand Paquin, Book-Keeper, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Former, établir, organiser, maintenir et construire, dans la cité de Montréal, et ailleurs dans toutes autres cités ou villes ou endroits de la province de Québec, s'il est jugé à propos, un club ou cercle dans un but de récréation pour l'esprit, d'éducation politique et de délassement pour le corps, pour le bénéfice, l'avantage et l'amusement social, littéraire et musical des citoyens canadiens et de leurs amis, de promouvoir et procurer divers et tous les amusements, tels que musique, chant, danses, sports et jeux athlétiques, tels que la boxe, la lutte, la course à pied, les courses d'autos, les jeux de baseball, hockey, crosse, football, que le conseil d'administration du club jugera à propos d'accorder à tous les membres du club, leurs camarades et amis, et tous les privilèges et avantages et accommodations d'un club; de construire une maison de club et d'en permettre l'usage aux actionnaires et aux membres, leurs camarades et amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixées; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club et faire généralement ce qui sera ou pourra être convenu dans l'intérêt du club;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ou, avec l'approbation des actionnaires, pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit; de s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien des bâtisses et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie, fixer le montant de telles contributions et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par le règlement de la compagnie;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Etablir des règlements pour l'administration de la compagnie et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie, auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions de transport des actions de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie, par son bureau de direction, le droit d'accepter ou de refuser tels transports, et ce, dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de la dite compagnie;

Ouvrir et tenir ouverts une ou des salles à manger, *lunch-counters*, restaurants, buffets pour le bénéfice des membres du club, leurs camarades et amis, ou pour le public en général;

Obtenir de toute autorité, soit fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Et exploiter une licence pour la vente des bières et du vin dans les établissements de la compagnie, sujet cependant aux dispositions de la loi concernant les liqueurs alcooliques;

To form, establish, organize, maintain and construct, in the City of Montreal or elsewhere, in any other city, town or localities of the province of Quebec, if deemed proper, a club or association for the purposes of mental recreation and political education, physical relaxation, the social, literary and musical benefit, advantage and amusement of Canadian citizens and their friends, to promote and procure various and all amusements, such as music, singing, dancing, athletic sports and games, such as boxing, wrestling, foot and auto races, base ball, hockey, la crosse, football games, which the board of directors may think fit to grant to all the club members, their comrades and friends, all the privileges and advantages and accommodation of a club; to construct a club and to permit the use thereof to the shareholders and members, their comrades and friends, either gratuitously, or subject to the conditions to be fixed, administer all and any of the affairs of such club and generally do what will or may be agreed upon in the interest of the club;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any immovables, rights or other property acquired by the company under any title, or, with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever; to amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To receive from its shareholders some sort of contribution, annual or otherwise, for the maintenance of its exploitation, the upkeep of the buildings and generally for all matters connected with the affairs of the company, fix the amount of such contribution and collect by all legal means any contributions at the dates fixed by by-law of the company;

To accept any person, besides the shareholders of the company, as club member, endowed with all the privileges that the company may think fit to confer upon the conditions that may be fixed by it;

To establish by-laws for the management of the company and the good conduct of its members and such by-laws, once approved by the majority of the shareholders of the company, to have force of law and to oblige the shareholders of the company;

To fix the conditions of the transfer of the shares of the company and especially to reserve to the company, by its board of directors, the right to accept or refuse such transfers, and that, with a view to control the quality of its shareholders;

To do all acts, transactions and make all by-laws necessary or useful for the purposes of the said company;

To open and keep open one or several dining-rooms, *lunch-counters*, restaurants, buffets, for the benefit of the members of the club, their comrades and friends, or for the general public;

To obtain from any or all authorities, whether federal, provincial, municipal, local or otherwise, any permits, rights, privileges and concessions which the company may think advantageous to obtain and exercise;

And to operate a license for the sale of beer and wine in the company's premises, subject, however, to the provisions of the Alcoholic Liquor Act;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus; sous le nom de "Cremazie Political Club, Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1927:

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
2205 ALEXANDRE DESMEULES.

**"European Manufacturers, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1927, constituant en corporation: René Chenevert, Joseph Hehal, avocats, et Mario Lattoni, étudiant en droit, tous trois de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Agir comme commissionnaires, agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons d'affaires canadiennes ou étrangères, ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer le négoce d'importateurs et d'exportateurs et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et espèces d'effets, denrées et marchandises et exercer le négoce d'entreposeurs, expéditeurs, voituriers par terre et par eau, et tout autre négoce semblable, et acheter, vendre et généralement faire le commerce de denrées, marchandises, articles ou effets qui se rapportent directement ou indirectement à aucun des dits négoce; et faire de la sollicitation dans des maisons privées pour prendre des commandes pour la vente d'effets, provisions et tout autre article quelconque et vendre et offrir en vente tels effets, provisions et autres articles quelconques qu'elle aura en sa possession pour vente dans les rues, chemins ou endroits publics, ou dans des maisons privées;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs,

To do generally every thing which may be useful or advantageous for the attainment of the above purposes, under the name of "Cremazie Political Club, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,  
2206 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"European Manufacturers, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1927, incorporating: René Chenevert, Joseph Hehal, Advocates, and Mario Lattoni, Student at Law, all three of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To act as jobbers, agents, commission agents, commission merchants, bookers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and to carry on the business of warehousemen, forwarders, carriers, carters and other like business and to buy, sell and generally deal in wares, merchandise, articles or effects directly or indirectly relating to any of the said businesses and to canvass in private houses for orders for the sale of goods, provisions or any other article whatsoever, and to sell and offer for sale such goods, provisions and other articles whatsoever which it has in its possession for sale in the streets, roads or public places, or in private houses;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal con-

les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques, et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et

cession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into

affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie ou autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés aux présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "European Manufacturers, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
2207 ALEXANDRE DESMEULES.

"Kneen & Frechette, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Paul-Jules Lorrain, John-Lewis O'Brien, avocats, et Gérard Jobin, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire un commerce général de ferronnerie, dans toutes ses spécialités, et en rapport avec tel com-

effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest the money of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to these herein enumerated;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "European Manufacturers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided up into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,  
2208 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Kneen & Frechette, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1927, incorporating: Paul Jules Lorrain, John Lewis O'Brien, Advocates, and Gerard Jobin, notary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of general hardware supplies in all its branches, and in connection

merce, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie en général et de matériaux de construction, peinture et huile, papienture, poêles électriques, poêles à gaz, accessoires électriques de toutes sortes, tels qu'électroliers et autres fourmitures, accessoires d'automobiles et de bicycles, matériaux à toiture de toute nature et espèce, machines et accessoires de machines, jouets, jeux et marchandises générales qu'on trouve généralement dans un magasin de ferronnerie, vaisselle et articles en cuivre; commerçants et manufacturiers de tuiles, tuyaux de drainage et d'égouts, ciment, chaux, pierre et pierre artificielle et ses produits, métal en feuilles, machines à laver, appareils pour économiser la main d'œuvre dans les travaux domestiques, instruments de musique de toutes sortes, y compris des gramophones, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations faisant un commerce semblable et aussi faire la vente, la fabrication et la distribution de tous articles de même nature ou qui se rattachent aux articles susdits;

Exercer tout autre commerce de vente, fabrication ou de distribution, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Détenir, acheter, prendre ou acquérir autrement, soit par souscription originaire, achat par l'entremise de la bourse, à vente privée ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transporter ou aliéner autrement les actions, parts ordinaires ou privilégiées, débetures, bons ou autres obligations de toute autre compagnie, et voter en vertu de toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens, franchises, clientèle, de l'actif, des droits, des agences et privilèges que détiennent ou dont jouissent toute personne, firme ou corporation exerçant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et assumer le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir toute autre compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie des biens et de l'entreprise, ou toute partie des obligations de cette compagnie, ou dans le but d'entreprendre tout commerce ou opérations qui sembleraient susceptibles d'aider ou de profiter à cette compagnie, ou d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou commerce de la compagnie;

Prendre part à l'administration, la surveillance ou au contrôle de l'industrie ou des opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, ou entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans lesquelles la compagnie est intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts, ou agents, et prêter des fonds à toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise, ou à toute autre compagnie, garantir leurs obligations, engager son actif à leur profit, ou leur aider autrement, aux termes et conditions que les directeurs croiront convenables;

therewith to manufacture, buy, sell and deal in general hardware and builders' supplies, paints and oils, wall papers, electrical, gas, cooking and kitchen stoves, electrical appliances of all kinds, such as fixtures and general supplies, automobile and bicycle accessories and supplies, roofing materials of every nature and kind, machines and machine supplies, toys, games and general merchandise connected with hardware supplies stores, crockery and brass goods; dealers and manufacturers of tiles, drain and sewer pipes, cement, lime, stone and artificial stone and its products, sheet-metal, washing machines and household and labour-saving devices, musical instruments of every kind, including gramophones, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business and also to carry on any other selling, manufacturing or distributing business of a like nature or incidental to the foregoing;

To carry on any other business (whether selling, manufacturing or distributing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase, through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this Company, or otherwise, and to hold, sell, transfer, or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, assets, rights, agencies and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this Company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the Company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking, or of any of the liabilities of this Company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this Company, or to enhance the value of any property or business of the Company;

To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the Company, or in which the Company is interested, and for that purpose, to appoint and remunerate any Directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the Directors may think fit;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les obligations ou aider autrement telle personne, firme ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions, des valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, les émettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer toute personne, soit par l'émission d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel ou par l'octroi d'une commission, pour services rendus à la compagnie en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Placer et approprier les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière déterminée de temps à autre;

Tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, reçus d'entrepôt, des mandats, et d'autres instruments négociables et transférables;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Procurer à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans les pays étrangers et désigner toute personne pour l'y représenter d'après les lois de tels pays étrangers, et pour recevoir, pour et au nom de la compagnie, assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

Émettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, agences, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services à elle rendus;

Vendre ou aliéner la totalité ou toute partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme une industrie en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer, le tout cependant, conformément et sujet aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endosse-

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company; to lend money to, guarantee the obligation of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold, or issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person, whether by the issue of fully paid non-assessable shares or by the granting of a commission, for the services rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital or any bonds, debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the Company to be registered and recognized in foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up, stock, shares of the Company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, agencies, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the Company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the Company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

To distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property of the Company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the Company, or which the Company may have power to dispose of, the whole, however, in conformity with and subject to the provisions of article 81 of the Quebec Companies' Act;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorse-

ment, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, lettres de change ou autrement, aucune autre personne, firme ou compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne, firme ou compagnie ou par toute autre personne en affaires avec la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Payer soit en argent ou en actions entièrement libérées de la présente compagnie, pour services rendus à la compagnie dans son incorporation et son organisation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits, ou d'aucun d'eux, sous le nom de "Kneen & Frechette, Limited", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2209 C.-J. SIMARD.

**"Red Diamond Taxi Association, Ltd".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Antoine Girard, Charles Bédard, Elphège Renaud, Lorenzo Lavallée, tous propriétaires de taxi et tous de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir, en tout ou en partie, par achat, bail, échange ou tout autre titre équivalent, des biens meubles et immeubles, l'actif et l'achalandage de toute compagnie, association, firme ou personne, ainsi que tout commerce ou exploitation industrielle ou commerciale de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie ou à en faciliter l'exploitation, et de payer pour toute semblable acquisition ou tous services rendus après ou avant son incorporation, soit en deniers comptants ou en actions acquittées, soit partie comptant et partie par actions;

Acquérir, posséder, exploiter ou autrement trafiquer des taxis, camions, autobus, réseaux d'omnibus, diligences, ou tout autre genre de voiture ou de véhicule automobile, de manière à pouvoir faire affaires généralement comme voiturier pour le transport de personnes, effets et marchandises, et, à cette fin, acquérir, posséder, exploiter, vendre ou autrement transiger des salles d'accommodation, restaurants, hôtellerie, garages, en un mot, faire toute transaction qui pourrait être avantageuse à la compagnie, à la condition cependant d'être, toutes telles transactions ou exploitations, en conformité avec la loi;

Faire commerce ou affaires comme agents de tous matériaux, articles, effets, marchandises, machines ou autres choses qui pourraient être utiles à l'exploitation des biens de la compagnie, manufacturer, réparer, ériger, construire, vendre, louer ou autrement trafiquer tous biens, meubles et immeubles dont la compagnie pourrait avoir ou avoir eu besoin pour son exploitation;

Outils, approvisionner, vendre ou louer aux propriétaires de taxis ou d'automobiles, toutes choses, marchandises, effets ou appareils dont

ment, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise, any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contract by any such person, firm or company, or by any other business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To pay either in cash, or in fully paid up stock of the Company hereby incorporated, for services rendered to the Company in the incorporation and organization of same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Kneen & Frechette, Limited", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2210 Assistant Provincial Secretary.

**"Red Diamond Taxi Association, Ltd".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1927, incorporating: Antoine Girard, Charles Bédard, Elphège Renaud, Lorenzo Lavallée, all taxi owners and all of Quebec, for the following purposes:

To acquire, in whole or in part, by purchase, lease, exchange or by any other similar title, movable and immovable property, the assets and good-will of any company, association, firm or person, and also any business or industrial or commercial exploitation capable of promoting the interests of the company or facilitating the exploitation thereof, and to pay for any such acquisition or for any services rendered after or before its incorporation, either in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in shares;

To acquire, own, exploit or otherwise trade in taxis, trucks, autobus-systems, coaches or other kind of carriages or automobile vehicles, in such manner as to carry on business generally as carriers for the transportation of persons, wares and merchandise, and for this purpose to acquire, own, exploit, sell or otherwise deal in accommodation halls, restaurants, hotels, garages, in fact to carry on any transaction capable of being advantageous to the company, provided, however, that such transactions and exploitations be in conformity with the law;

To carry on business and transactions as agents for any materials, wares, merchandise, machines or any other things capable of being useful for the exploitation of the property of the company, to manufacture, repair, erect, build, sell, lease or otherwise deal in any movable or immovable property which the company may own or need for its exploitation;

To equip, supply, sell, or lease to taxi and automobile owners, any articles, merchandise, wares or apparatus which they may need, to lease or

ils pourraient avoir besoin, louer ou autrement autoriser moyennant finances, certains propriétaires de taxis ou autos, à se servir des noms, annonces, salles, téléphones, commodités, insignes, renseignements et privilèges de la compagnie, à la condition cependant que chaque tel char ou taxi soit enregistré au nom de son propriétaire, et dans ce cas ce dernier sera, sauf les droits des tiers, seul responsable des dommages causés ou autres réclamations originant par le fait dudit véhicule, son conducteur ou son propriétaire;

Acquérir par achat, bail, louage, échange ou tout autre titre équivalent, des brevets d'invention, franchises, privilèges, permis, procédés et moyens de fabriques ou de commerce, ainsi que des actions, bons, débiteurs, hypothèques ou obligations ou autres valeurs de toute compagnie, association, gouvernement, municipalité, corporation ou personne;

Emprunter sur les crédits et les biens de la compagnie, hypothéquer, nantir ou gager ceux-ci, consentir des servitudes, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et nommer un ou des fidéicommissaires pour assurer le paiement de tels susdits bons ou obligations, garantis en la manière ordinaire;

Prendre part par ses représentants à l'administration, surveillance ou au contrôle de toute organisation dans laquelle elle pourrait être intéressée d'une manière quelconque;

Prêter aux personnes ou organisations en relation d'affaires avec elle, les endosser ou garantir leurs transactions, accorder des pensions ou allocations à ses employés ou à ses membres, enfin souscrire ou garantir certains montants pour œuvres charitables, philanthropiques ou publiques;

Faire affaires en se servant comme marque de commerce d'un pavillon rouge et blanc, avec au centre un quadrilatère rouge en forme de pointe à diamant encadré des mots "Red Diamond" ou une abréviation d'iceux, laquelle marque de commerce ou toute autre à lui être substituée étant ou devant être légalement enregistrée;

Exercer tous les pouvoirs précités soit seule, soit conjointement avec d'autres, en quelque qualité que ce soit, et faire enfin tous autres actes ou transactions utiles ou avantageux à la compagnie, sous le nom de "Red Diamond Taxi Association, Ltd", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,

2215

C.-J. SIMARD.

#### "Marshall Import Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1927, constituant en corporation : Harris Weststein, Samuel-Charles Steinwald, comptables, Thomas Sulpke, vendeur, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des soieries, lainages, cotonnades et tissus en général, garnitures, nouveautés,

2

otherwise authorize for financial consideration certain owners of taxis and autos, to make use of the names, advertisements, halls, telephones, commodities, badges, information and privileges of the company, provided, however, that each such car or taxi be registered in its owner's name and, in such case, the latter shall be, save for rights of third parties, alone responsible for damages caused or other claims arising from the fact of the said vehicle, its driver or its owner;

To acquire by purchase, lease, rent, exchange or any other similar title, patents of invention, franchises, privileges, permits, processes and means of manufacture or business, and also shares, bonds, debentures, hypothecs and obligations or other securities of any company, firm, government, municipality, corporation or person;

To borrow on the credit and property of the company, hypothecate, pledge or mortgage the same, attach servitudes, issue bonds, obligations or other securities of the company, and to name one or several trustees to insure the payment of such aforesaid bonds or obligations, guaranteed in the usual manner;

To take part, by its representatives, in the management, supervision or control of any organization in which the company may, in any manner whatever, be interested;

Having loans to persons or organizations having business dealings with the company, to endorse or guarantee their transactions, grant pensions or allowances to its employees or to its members, finally to subscribe for or guarantee certain amounts for charitable, philanthropic or public purposes;

To carry on business using as trade-mark a red and white flag, having in the centre a diamond shaped red square, framed with the words "Red Diamond" or an abbreviation thereof, such trade mark or any other which may be substituted thereto, being or to be legally registered;

To exercise all the aforesaid powers either alone or jointly with others, in any quality whatever, and finally to execute any other acts or transactions useful or advantageous to the company, under the name of "Red Diamond Taxi Association, Ltd", with a total capital-stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,

2216

Assistant Provincial Secretary.

#### "Marshall Import Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of April, 1927, incorporating: Harris Weststein, Samuel Charles Steinwald, accountants, Thomas Sulpke, salesman, all of the city of Montreal, in the province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export silks, woollens, cottons and textiles generally, trimmings, dry-goods, ladies', children's

habits pour dames, enfants et hommes, vêtements et merceries de toutes sortes et de toute description, et des matières premières ou des matières partiellement ouvrées qui servent à leur confection, et toutes machines, outils ou appareils qui servent à leur fabrication, et tous meubles, étiquettes et dispositifs de publicité, utilisés ou utiles pour mettre sur le marché aucun des articles susdits; et en faire le commerce généralement comme principaux ou comme agents, et soit en gros ou en détail;

Exploiter toute autre industrie (manufacturière ou autre) que cette compagnie exerce ou pourra exercer convenablement en rapport avec son commerce;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie exerçant un commerce de même nature ou les vendre ou les négocier autrement;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques et pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs d'aucune de ces compagnies, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation, tout commerce de même nature ou connexe au commerce susdit et émettre des actions entièrement libérées en paiement ou paiement partiel de son prix d'achat;

Prendre et acquérir et détenir des garanties de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour des dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, contractés ou qui seront contractés en rapport avec les fins et objets de la compagnie, sous le nom de "Marshall Import Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2211 C.-J. SIMARD.

and gentlemen's clothing, garments and furnishings of every kind and description, and raw materials or partially manufactured materials used therein, and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof, and any fixture, packing label, and advertising device used or useful in the marketing of any of the above articles; and to deal in the same generally as principals or agents, either wholesale or retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business;

To hold and own shares and securities in any other company carrying on business of a like nature, or to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take and acquire and hold security of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company, under the name of "Marshall Import Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2212 Assistant Provincial Secretary.

#### "Megantic Armoury Association—Association du Manège Militaire de Mégantic".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1927, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-Jean Gendreau, officier de Douane, Joseph Duhaime Bisson, agent d'assurance, J.-Antonio Drolet, avocat, Jean-Louis Reiman, commerçant de bois, tous de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder et entretenir une salle d'armes régimentaire dans la ville de Mégantic, province de Québec, et agir d'une manière générale dans les intérêts de la 5ème compagnie de Cyclistes, Corps de Guides, district militaire No 5, et obtenir des fonds pour l'entretien et l'administration de telle salle d'armes ou régiment;

Acquérir par achat, dons, legs, testaments, échange ou autre titre légal, et détenir, posséder,

#### "Megantic Armoury Association—Association du Manège Militaire de Mégantic".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1927, incorporating, without capital-stock: Joseph Jean Gendreau, Customs' Officer, Joseph Duhaime Bisson, insurance agent, J. Antonio Drolet, advocate, Jean Louis Reiman, lumber merchant, all of the town of Megantic, county of Frontenac, Province of Quebec, for the following purposes:

To own and maintain a regimental armoury in the town of Megantic, Province of Quebec, and, in a general way, to act in the interests of the 5th Company of Cyclists, Boy Scouts, Military District No. 5, and to obtain funds for the maintenance and administration of such armoury or regiment;

To acquire by purchase, gift, legacy, testament, exchange or other legal title and to hold, own,

utiliser, jouir de, louer, engager, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner ou autrement disposer de tous terrains et édifices utiles et désirables pour les fins de la corporation, et construire, modifier et améliorer des bâtiments utiles ou désirables pour telles fins, le tout conformément aux stipulations de l'article 3 du chapitre 229 des Statuts Refondus de Québec 1925;

Acquérir par tout titre légal, détenir, posséder, engager, vendre, échanger, aliéner ou autrement disposer de propriétés mobilières de toutes sortes, utiles ou désirables pour les fins de la corporation;

Accepter et recevoir des donations en argent ou des valeurs et des souscriptions, et des donations ou dotations de toutes sortes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables et transférables;

Autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers des membres de la corporation, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer ce règlement, les directeurs pourront, de temps en temps:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la corporation;

b. Émettre des débiteures ou autres sûretés de la corporation et les grever et les vendre pour telles sommes et à tels prix qui pourraient être jugés raisonnables;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothéquer, grever ou lier la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la corporation pour garantir toutes telles débiteures ou autres sûretés ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, mortgage, ou gage mentionnés dans ce sous-paragraphe, par un acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 du chapitre 227 des Statuts Refondus de Québec, 1925;

d. Hypothéquer, ou engager la propriété immobilière de la corporation ou garantir la propriété mobilière, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débiteures, ainsi que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la corporation;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts d'argent par la corporation sur des lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou en faveur de la corporation, sous le nom de "Megantic Armoury Association—Association du Manège Militaire de Mégantic".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux cent mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lac Mégantic, dans le district de St-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril, 1927.

2213 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

#### "Rent-A-Car Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat, Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi du roi,

utilize, enjoy, lease, pledge, hypothecate, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of any lands and buildings useful or desirable for the purposes of the corporation, and to erect, alter and improve buildings which may be useful or desirable for such purposes, the whole in accordance with the provisions of article 3, chapter 229 of the Revised Statutes of Quebec, 1925;

To acquire by any legal title, hold, own, pledge, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of movable property of any kind, useful or desirable for the purposes of the corporation;

To accept and receive gifts in money or securities and subscriptions and donations or endowments of any kind;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills or exchange and other negotiable and transferable instruments;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds of the members of the corporation, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the corporation;

b. Issue debentures or other securities of the corporation and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the corporation, to secure any such debenture or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of chapter 227 of the Revised Statutes of Quebec, 1925;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the corporation or pledge the movable property or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the corporation;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the corporation on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the corporation, under the name of "Megantic Armoury Association—Association du Manège Militaire de Mégantic".

The amount to which shall be limited the immovable property (or annual revenue therefrom) that the corporation may own, shall be two hundred thousand dollars.

The head office of the company will be at Lake Mégantic, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1927.

2214 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

#### "Rent-A-Car Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the sixteenth day of April, 1927, incorporating: Henry Weinfeld, advocate, Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, Samuel David Rudenko, advo-

Samuel-David Rudenko, avocat, Mesdemoiselles Sarah Miller, sténographe, et Gertrude Goldberg, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de manufacturiers, commerçants, louageurs, réparateurs, nettoyeurs, garagistes et entrepreneurs d'automobiles, véhicules-moteurs, motocyclettes, tracteurs, camions et véhicules de toutes sortes, soit à traction électrique ou autre et comprenant, mais sans limitation, leurs accessoires, pneus, articles en caoutchouc et en cuir, capotes et carrosseries d'autos, de la gasoline, kérozène, des huiles, lubrifiants et de toutes denrées, des effets, marchandises, outils, outillages, machines, connexes directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

Faire l'exploitation générale de voitures de livraison et de taxi-cabs, y compris le transport, de place en place, de personnes, effets, denrées et marchandises au moyen de machines ou véhicules de toutes sortes, tirés ou mis en mouvement par une énergie quelconque ou par tous moyens quelconques;

Importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer des marchandises, denrées, effets, provisions, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute catégorie et description;

Acquérir par achat, location ou autrement et assumer la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société ou compagnie faisant tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation de faire, ou possédant des biens conveys ou appropriés pour les fins de cette compagnie;

Acheter, ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises;

Exercer aucune autre industrie ou affaire que la compagnie croira propre à être exercée avec économie et convenance en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Consentir des avances au moyen de prêt, boni ou autrement, à des personnes ou corporations en relations d'affaires avec la compagnie ainsi qu'à d'autres personnes, aux conditions et avec la garantie estimées judicieuses;

Garantir l'exécution des obligations ou entreprises d'aucune autre compagnie, firme ou personne en relation d'affaires avec la compagnie ou dans lesquelles elle est d'aucune manière intéressée;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, et en assumer le passif;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation, accepter en paiement de cette vente, location ou cession, de l'argent ou des actions, parts, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie;

cate, Misses Sarah Miller, stenographer, and Gertrude Goldberg, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers in, letters to hire, repairers, cleaners, storers and warehousemen of automobiles, motor cars, motor cycles, motor vehicles, tractors, trucks and vehicles of all kinds, whether moved by electric power or not, and including, but without limitation, their accessories: tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasoline, kerosene, lubricants, and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery, connected directly or indirectly with the automobile industry;

To carry on a general carriage delivery and taxi-cab business, including the business of transporting from place to place, persons, goods, wares and merchandise, by machines or vehicles of any kind, drawn or propelled by any kind of power or by any means whatsoever;

To import, export, buy, sell and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable and proper for the purpose of this company;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade marks, processes, designs, licenses or franchises;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To make advances, by way of loan, bonus or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons, upon such conditions and security as may be deemed advisable;

To guarantee the fulfilment of any obligation or undertakings by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, pour les biens ou droits acquis par la compagnie, rémunérer soit en argent, soit en parts, obligations ou débetures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer aucune personne, firme ou compagnie de la même manière pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, sa formation, son organisation, ou en rapport avec la gestion de ses affaires;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Rent-A-Car Corporation";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 300 actions privilégiées de \$50.00 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$4,000.00.

Les dites actions seront émises comme actions privilégiées non-cumulatives à sept pour cent (7%) et seront sujettes aux droits, privilèges et restrictions ci-après énoncés, à savoir:

a. Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende fixe au taux de 7% par année sur le capital versé sur les dites actions, lequel dividende sera payable annuellement;

b. Les dites actions privilégiées auront rang de priorité, quant au remboursement du capital, sur toutes les autres actions de la compagnie, mais elles ne conféreront aucun autre droit additionnel de participer dans les bénéfices ou dans l'actif;

c. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront aucun droit de voter aux assemblées des actionnaires de la compagnie, et ils ne seront pas éligibles comme tels au poste de directeur de la compagnie;

La compagnie pourra de temps à autre, à son gré, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées créées par les présentes lettres patentes;

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans les présentes lettres patentes, à savoir:

a. Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

b. Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2217 C.-J. SIMARD.

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company, to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company, in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Rent-A-Car Corporation".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no nominal or par value, and into 300 preferred shares of \$50.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$4,000.00.

The said preferred shares shall be issued as seven per cent (7%) non-cumulative preference shares with and subject to the following rights, privileges and restrictions:

(a) The said preference shares shall carry the right to a fixed dividend at the rate of 7% per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid annually;

(b) The said preference shares shall rank, as regards return of capital, in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets;

(c) The holder of said preference shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the company, nor shall such preference shares qualify any person to be a director of the company;

The company is at liberty from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the preference shares hereby created;

The following provisions are, by request, embodied in these present Letters Patent, to wit:

(a) The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

(b) No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2218 Assistant Provincial Secretary.

#### "Shawbridge Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Léon Faribault, Maurice Dugas, avocats, C. R., Paul Lévesque, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands, manufacturiers, négociants, importateurs et exportateurs et commerçants au détail ou en gros, comme principal ou agent et sur commission, de portes, châssis, pianos, de bois préparé, de tout article de construction, de tout article de bois en général;

#### "Shawbridge Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1927, incorporating: Léon Faribault, Maurice Dugas, advocates, K.C., Paul Lévesque, student, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, manufacturers, traders, importers and exporters and dealers, retail or wholesale, as principal or agent and on commission, of doors, windows, pianos, prepared wood, of any article for building purposes, of any wooden article in general;

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux et le commerce de bois en général et de matériaux de construction;

Faire affaires comme marchands, et manufacturiers pour la fabrication ou la réparation de voitures d'été et d'hiver, automobiles, motocyclettes, toutes sortes de moteurs et de voitures à traction animale, engins à gazoline, aéroplanes, bateaux-moteurs et toutes sortes de machineries et de tous les articles qui s'y rapportent;

Faire affaires comme marchand, manufacturier et distributeur de glace;

Bâtir, acquérir, louer et prendre en échange des bâtiments, fabriques, ateliers, magasins, glaciers, et autres biens-fonds nécessaires et utiles à l'exploitation du commerce de la compagnie, et vendre, céder, louer telles propriétés ou en disposer autrement;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement des brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui pourraient être employés pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre et acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quel-

To carry on business as general contractors and deal generally in lumber and building materials;

To carry on business as merchants and manufacturers for the manufacture or repair of summer and winter carriages, automobiles, motorcycles, any kind or motors and of animal-drawn vehicles, gasoline engines, aeroplanes, motor-boats and any kind of machinery and any articles connected therewith;

To deal in ice as merchant, manufacturer and distributor;

To build, acquire, lease and take in exchange buildings, factories, work-shops, stores, ice-houses and other property necessary and useful for the carrying on of the business of the company, and to sell, assign, lease such property or otherwise dispose thereof;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any individual or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the present company may think it desirable and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the

conque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Vendre, hypothéquer et céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-obligations ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes, sous le nom de "Shawbridge Lumber Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Sauveur-des-Monts, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2219 C.-J. SIMARD.

#### "The Neverip Shirt Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Charlie Lazarus, manufacturier, Joseph-Ernest Desjardins, notaire, et Mademoiselle Ernestine Collin, sténographe, tous demeurant en la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, en faire le trafic et le commerce, fabriquer, importer et exporter toutes sortes de vêtements, soie, dentelle, drap, tissus, lainages, boutons, cordes, glands et tous autres articles qui en sont des accessoires, sous toutes leurs formes respectives, et toutes les choses qui s'y rapportent ou s'y rattachent;

Acquérir l'entreprise commerciale et industrielle maintenant possédée et exploitée par Charlie Lazarus, en la cité de Montréal, sous le nom de "The Neverip Shirt Co.", et en payer le prix d'achat en tout ou en partie avec des actions libérées de la compagnie;

Agir comme agents pour des négociants, commerçants et manufacturiers de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Acquérir et se charger, comme entreprise en activité ou autrement, du commerce, des entreprises, de l'actif et du passif de tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce semblable ou un commerce connexe à celui de cette compagnie, et les payer soit totalement en argent

property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, by one or any other persons, under the name of "Shawbridge Lumber Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St. Sauveur des Monts, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2220 Assistant Provincial Secretary.

#### "The Neverip Shirt Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1927, incorporating: Charlie Lazarus, manufacturer, Joseph Ernest Desjardins, notary, and Miss Ernestine Collin, stenographer, all of them residing in the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, deal in, trade, manufacture, import and export all kinds of wearing apparels, silk, laces, textiles, yarn products, buttons, cords, tassels and all other goods accessory thereto, in all and several the respective branches thereof and in all things appertaining or incidental thereto;

To acquire the commercial and industrial undertaking presently owned and carried on by Charlie Lazarus, in the city of Montreal, under the name of "The Neverip Shirt Co.", and to pay the purchase price thereof, in whole or in part, with paid up shares of the company;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares and merchandise;

To acquire and take over, as a going concern or otherwise, the business, undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this company, and to pay for the same either wholly in cash or partly in cash,

ou partiellement en argent, ou totalement ou partiellement en actions libérées de cette compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, entreprendre la totalité ou toute partie du commerce, des biens ou obligations de toute personne ou compagnie faisant un commerce que cette compagnie a l'autorisation de faire, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Faire tout contrat avec toute personne pour services à être rendus par telle personne et payer pour tels contrat et services en argent ou en actions libérées de la compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens réels et personnels et tous les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machineries, matériel et fonds de commerce;

Prendre et acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant un commerce qui peut être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, en disposer, mettre en valeur ou autrement attribuer la totalité et toute partie des biens et droits de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens et de l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire toute convention pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout négoce ou commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de telle compagnie et les vendre, détenir, récépissé avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Otenir à la compagnie son enregistrement, l'autorisation de faire affaires, ou autre reconnaissance dans tout pays étranger et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de cette compagnie, avec entière autorité de représenter cette compagnie dans toutes affaires d'après les lois de tels pays étrangers, représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures ou actions;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses relatifs à l'incorporation et l'organisation de la compagnie, sous le nom de "The Neverip Shirt Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

2221

or wholly or partly in paid up shares of this company;

To acquire by purchase or otherwise, undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To enter into any contract with any person for services to be rendered by such persons and to pay for such contract and services in cash or fully paid up shares of the company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular, any land buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

To take and otherwise acquire and hold shares in other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all and any part of the property and rights of the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or to take or otherwise acquire the shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company, with full power to represent this company in the matter according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept for and on behalf of this company service of any process or suit;

To pay out of the funds of the company, all costs and expenses incidental to the incorporation and organization of the company, under the name of "Neverip Shirt Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

2222

**"Universal Insurance Agencies, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: Antonin-P. Pontbriand, Romain-F. Gour, comptables, et Joseph Deslongchamps, secrétaire-trésorier, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents des compagnies d'assurances-feu, vie, accidents ou autres, ou comme gérants, agents ou souscripteurs d'icelles;

Souscrire, prendre ou acquérir par achat, échange ou autre manière légale, détenir comme propriétaires absolus, en garantie collatérale ou autrement, vendre, en garantir la vente, céder, transférer ou autrement aliéner et négocier des obligations, débetures, actions ou autres valeurs ou titres de tout gouvernement, de toute corporation municipale, scolaire, bancaire, d'autres compagnies ou corporations d'utilité publique, minières, commerciales ou industrielles;

Acheter, échanger, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière que la compagnie croira désirable et vendre, louer et disposer de la totalité ou de partie des propriétés de la compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer d'effets de toute catégorie et aussi promouvoir, organiser, administrer, développer toute propriété, affaire ou entreprise;

Agir comme agents, courtiers pour acheter, vendre, développer, gérer toute propriété, affaire ou entreprise;

Solliciter, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement, avoir la jouissance de concessions, droits et privilèges qu'un gouvernement ou pouvoir suprême, municipal ou local, peut adopter, faire ou accorder, employer les parts, obligations et valeurs à en payer et défrayer les frais, charges et impenses nécessaires;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences et choses semblables conférant un droit limité ou exclusif pour l'usage de tout secret ou autres renseignements relatifs à toute invention propre à servir à la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible d'utilité à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les dites patentes, licences et concessions, biens, droits et renseignements ainsi acquis;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, endossements, garantir l'exécution de contrats, le paiement d'obligations, ou autrement aider et assister toute personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie peut être financièrement intéressée ou avoir des relations d'affaires, agir comme employé, agent ou gérant de ces sociétés ou corporations;

Emettre et répartir, comme entièrement libéré, du capital de la compagnie constituée par les présentes, en paiement intégral ou partiel des affaires, franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débetures, autres droits ou valeurs qu'elle peut légalement acquérir en vertu des présentes;

Faire société ou toute convention concernant le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec toute personne ou com-

**"Universal Insurance Agencies, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1927, incorporating: Antonin P. Pontbriand, Romain F. Gour, accountants, and Joseph Deslongchamps, secretary-treasurer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents for fire, life, accident or other insurance or as managers, agents or underwriters thereof;

To subscribe for, take or acquire by purchase, exchange or other legal manner, and hold, either absolutely as owners or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of, trade or deal in bonds, debentures, stocks and other securities of any government or municipal or school corporation or any banking, public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation;

To purchase, exchange, lease or otherwise acquire any moveable or immovable property which the company may deem fit and to sell, lease and dispose of the whole or part of the property of the company;

To manufacture, import, export, purchase, sell and deal in goods of any category and also to promote, organize, manage, develop any property, business or undertaking;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to enjoy any concessions, rights or privileges which any government or authority, supreme, municipal or local, may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses and the like, conferring an exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the said patents, licenses and concessions, property rights and information so acquired;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested, or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or

pagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à tout commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour la considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des parts, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes en nature, tout bien de la compagnie et en particulier les actions, obligations ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la présente compagnie et dont elle avait le pouvoir de disposer;

Faire enregistrer, licencier ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada, dans tout pays étranger, désigner les personnes qui, selon les lois de cette province ou de ce pays, représenteront la compagnie et recevront signification pour et en son nom de toute procédure;

Placer et disposer des deniers temporairement disponibles de la compagnie, sur des valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou avantageux pour la réalisation des objets plus haut énumérés, et tout ce qui deviendra nécessaire pour protéger les intérêts de la compagnie dans ce qui lui appartient à elle seule ou dans ce qu'elle possèdera avec d'autres;

Faire conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents, tout ce qu'elle est autorisée à faire en vertu des présentes;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne sont pas limités ou restreints par référence aux termes de tout autre paragraphe des présentes, sous le nom de "Universal Insurance Agencies, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2223 C.-J. SIMARD.

#### "Westmount Development Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1927, constituant en corporation: John-Edward Grivell, comptable, Howard Kennedy Hawthorne, Helena Peers, tous deux commis, Ella-Mary Jackson, Hanna-Grace McKeil, toutes deux sténographes, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement, des lopins de terre urbains et ruraux, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturage, terres à bois et toutes sortes d'héritages et de propriétés immobilières ou de tous intérêts ou droits y afférents, légaux ou équitables ou d'autre nature quelconque; prendre,

engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any trade or business which is calculated to directly or indirectly benefit the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, by way of dividends in kind, any assets of the company and in particular shares, bonds or securities of any other companies belonging to the present company and which it may have the power to dispose of;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph hereof, under the name of "Universal Insurance Agencies, Limited", with a total capital-stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1927.

C. J. SIMARD,  
2224 Assistant Provincial Secretary.

#### "Westmount Development Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the fourteenth day of April, 1927, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Howard Kennedy Hawthorne, Helena Peers, both clerks, Ella Mary Jackson, Hanna Grace McKeil, both stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise, urban and rural lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and other-

bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer et échanger, améliorer et autrement troquer et aliéner tels lopins, terres, emplacements, héritages et propriétés immobilières ou de tout intérêt y afférent, disposer de toute portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir et généralement y tracer des lots, des rues, lots à bâtir, pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir d'y faire ou faire faire des rues, des systèmes d'égouts et de drainage, et les bâtir pour fins résidentielles ou autres, fournir aux édifices ainsi construits, de la lumière électrique, du chauffage, gaz, eau, ou autres nécessités, et faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et de développement en général;

Être agent pour la vente et l'achat d'immeubles et de tous intérêts s'y rapportant, et moyennant rémunération, trouver des placements immobiliers pour toutes personnes, être agents pour la vente, pour les propriétaires, de tous immeubles, subdivisions, emplacements pour édifices, emplacements de ville ou terrains de toutes sortes et tous intérêts s'y rapportant, et assumer et acquérir de toute personne ou corporation toute agence, exclusive ou autre, pour la vente de tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, et accepter toute cession de contrats et exécuter tous contrats faits par toute personne avec toute personne ou corporation pour la vente desdits terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de logements et agents de location et, comme opérations connexes, faire affaires comme agents d'assurances contre le feu;

Prendre et détenir des hypothèques pour garantir le paiement du prix d'achat des terrains, bâtiments et constructions ainsi vendus, et vendre, hypothéquer, ou autrement disposer des dits mortgages;

Améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens

wise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct or to procure the construction thereon of streets, and sewerage and drainage systems, to build upon same for residential purposes or otherwise, and to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor, and to carry on the business of a real estate and development company generally;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and, for reward, to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interests therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, exclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interests therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any person or corporation for the sale of such lands, sites or interests therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, of the acquisition or which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or

et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement de leur prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquiescer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débiteures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquiescer autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les récépissés avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre, ou acquiescer autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquiescer par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débiteures, actions-débiteures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débiteures, ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed or property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock of other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered to or be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie dans des stocks, obligations ou autres valeurs ou de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété, comprenant les entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, gager ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rapportent ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Westmount Development Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1927.

2225 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in stock, bonds or other securities or in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name "Westmount Development Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1927.

2226 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Lettres Patentes supplémentaires

### "L'Union Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec".

Avis est donné qu'en vertu de la première et la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 204 et 20, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour d'avril 1927, changeant le nom de la compagnie "Cercle Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec", en celui de "L'Union Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1927.

2227 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

## Supplementary Letters Patent

### "L'Union Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec".

Notice is hereby given that under Parts 1 and III of the Quebec Companies' Act, articles 204 and 20, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth of April, 1927, changing the name of the company "Cercle Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec", to that of "L'Union Catholique des Voyageurs de Commerce de Québec".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1927.

2228 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Assurances

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE  
MUTUELLE CONTRE LE FEU.

Avis est le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre, La Patrie, dans le comté de Compton, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 40 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$64,100.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour d'avril mil neuf cent vingt-sept.

(Signé) ELZEAR CHOQUETTE,  
Président.

(Signé) JOSEPH GOBEIL,  
2241 Secrétaire.

Avis est par le présent donné que la "Great American Insurance Company of New York" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance Marine Intérieure et Océanique, le et après ce vingt-neuvième jour d'avril, 1927.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: J.-H. Esinhart, 39 rue Saint-Sacrement, Montréal.

Donné conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt-neuvième jour d'avril, 1927.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances.

O.-E. SHARPE.  
Département du Trésor,  
Branche des Assurances,  
Québec, P. Q. 2247—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "American Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, ouragans et automobile (excluant la responsabilité des pertes causées par les blessures à la personne), a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce vingt-neuvième jour d'avril, 1927.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt-neuvième jour d'avril, 1927.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances,

O.-E. SHARPE.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q. 2249—18-2

Avis est par le présent donné qu'un certificat d'enregistrement a été émis en faveur de la compagnie "Family Trust", ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, P. Q., l'autorisant à transiger des affaires de fidéicommis dans la province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1927.

## Insurances

## NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre, La Patrie", in the county of Compton, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 6889 of Revised Statutes of Quebec, 1909, and that 40 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$64,100.

Given pursuant to the Article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty seventh day of April, one thousand nine hundred and twenty seven.

(Signed) ELZEAR CHOQUETTE,  
President.

(Signed) JOSEPH GOBEIL,  
2242 Secretary.

Notice is hereby given that the "Great American Insurance Company of New York" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Inland and Ocean Marine Insurance, on and after this twenty-ninth day of April, 1927.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: J. H. Esinhart, 30 Saint Sacrement Street, Montreal.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty ninth day of April, 1927.

For the treasurer of the Province of Quebec,  
O. E. SHARPE,

Superintendent of Insurance.  
Treasury Department,  
Insurance Branch,  
Quebec, P. Q. 2248—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "American Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Sprinkler Leakage, Tornado and Automobile Insurance (Excluding insurance against liability for loss by reason of bodily injury to the person), has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this twenty-ninth day of April, 1927.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty ninth day of April, 1927.

For the treasurer of the Province of Quebec,  
O. E. SHARPE,

Superintendent of Insurance.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec, P. Q. 2250—18-2

Notice is hereby given that the "Family Trust" having its Head Office in the city of Montreal, Province of Quebec, has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of a Trust Company, from this twenty-fifth day of April, 1927.

Donné conformément à la loi 3 Georges V, chapitre 44, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1927.  
Pour le trésorier de la province de Québec.  
L'inspecteur des Cies de Fidéicommis,  
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q.

2121—17-2

Given pursuant to the Act 3, George V, Chapter 44, this twenty fifth day of April, 1927.  
For the treasurer of the Province of Quebec.  
O. E. SHARPE,  
Inspector of Trust Companies.

Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec, P. Q.

2122—17-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à "The British Oak Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, transport intérieur et l'assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans, le et après ce vingt-cinquième jour d'avril, 1927.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt-cinquième jour d'avril 1927.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,  
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q.

2139—17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The British Oak Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Automobile, Inland Transportation and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Tornado Insurance, on and after this Twenty-fifth day of April, 1927.

Given pursuant to article 121, Ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this Twenty-fifth day of April, 1927.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,  
Superintendent of Insurance.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec, P. Q.

2140—17-2

## AVIS DE SUSPENSION DE PERMIS

Avis est par le présent donné que les Sociétés de Secours Mutuels suivantes, n'ayant pas satisfait aux dispositions des articles 162 et 165 de la Loi des Assurances de Québec, le permis et l'enregistrement ont été suspendus en vertu de l'article 162 précité, et en conséquence, ces sociétés ne sont plus autorisées à faire des affaires dans cette province:

Brotherhood Co-operation Society of Ain Hercha,  
(Bureau principal, Montréal).  
St. Patrick's Mutual Benefit Association,  
(Bureau Principal, Québec).  
Société Fédérée des Travailleurs de Québec et du District,  
(Bureau principal, Québec).

Donné conformément au paragraphe 3 de l'article 162 de la Loi des Assurances de Québec, ce vingt-sixième jour d'avril, 1927.

Pour le trésorier de la province,

Le surintendant des assurances,  
O.-E. SHARPE.

Service des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, Qué., Can.

2173—17-2

## NOTICE OF SUSPENSION OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the following Mutual Benefit Associations, not having complied with the requirements of articles 162 and 165 of the Quebec Insurance Act, the license and registration have been suspended in virtue of article 162 mentioned heretofore, and the said associations are not authorized to do business in this province.

Brotherhood Co-operation Society of Ain Hercha,  
(Head Office, Montreal).  
St. Patrick's Mutual Benefit Association,  
(Head Office, Quebec).  
Société Fédérée des Travailleurs de Québec et du District,  
(Head Office, Quebec).

Given pursuant to paragraph 162 of the Quebec Insurance Act, this twenty-sixth day of April, 1927.

For the Provincial Treasurer,

O. E. SHARPE,  
Superintendent of Insurance.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec City, Que.

2174—17-2

## Département des affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 19 avril 1927.

Quebec, April 19, 1927.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.  
Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-David-de-l'Aube-Rivière, dans le comté de Lévis, le quatrième jour d'avril 1927, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code muni-

Present: the Lieutenant-Governor in Council.  
Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint David de l'Aube Rivière, in the county of Levis, on the fourth day of April, 1927, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the

icipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, dans le comté de Lévis, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,  
OSCAR MORIN.  
Québec, 19 avril, 1927. 2255

#### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 28 avril, 1927.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Thomas-d'Aquin, dans le comté du Lac Saint-Jean, le vingt et unième jour d'avril 1927, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Thomas-d'Aquin, dans le comté de lac Saint-Jean, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,  
OSCAR MORIN.  
Québec, 28 avril 1927. 2257

#### Département de l'Instruction publique

1199-25

Québec, 27 avril 1927.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno-de-Guigues, comté de Témiscamingue, les lots Nos 50 et 51 des rangs 4 et 5 du canton de Guigues; le lot No 51 du rang 6 du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Notre-Dame-des-Quinze", même comté.

2169-17-2

provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint David de l'Aube Rivière, in the county of Levis, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,  
Deputy Minister of Municipal Affairs.  
Quebec, April 19, 1927. 2256

#### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, April 28, 1927.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Lake Saint John, on the twenty first day of April, 1927, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Lake Saint John, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,  
Deputy Minister of Municipal Affairs.  
Quebec, April 28, 1927. 2258

#### Department of Public Instruction

No 1199-25.

Quebec, April 27, 1927.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint Bruno de Guigues, county of Temiscamingue, lots Nos. 50 and 51 of ranges 4 and 5 of the township of Guigues; lot No. 51 of range 6 of same township, and to annex the same to the school municipality of "Notre Dame des Quinze", same county.

2170-17-2

## Ministère de l'agriculture

## Department of Agriculture

Concernant le changement du nom du cercle agricole de la mission de Privat, dans le comté d'Abitibi.

Avis est par le présent donné qu'à l'avenir le cercle agricole de la mission de Privat, comté d'Abitibi, sera désigné sous le nom de "Cercle Agricole de la municipalité de Taschereau", conformément à l'article 5, chap. 55 des S. R. Q., 1925.

Le sous-ministre de l'Agriculture,  
J. ANTONIO GRENIER.  
Québec, ce 3me jour de mai 1927. 2273

Respecting change of name of the Farmers' Club of the Mission of Privat, in the county of Abitibi.

Notice is hereby given that hereafter the Farmers' Club of the Mission of Privat, county of Abitibi, shall be designated under the name of "Farmers' Club of the municipality of Taschereau", pursuant to article 5, chap. 55 R. S. Q., 1925.

J. ANTONIO GRENIER,  
Deputy Minister of Agriculture.  
Quebec, this 3rd day of May, 1927. 2274

## Actions en séparation de biens

## Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. No F-17881. Dame Fanny Abramovitch, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Yanofsky, du même lieu, demanderesse; vs Max Yanofsky, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Montréal, 22 avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2243—18-4 I. POPLIGER.

Province de Québec, district de St-François, dans la Cour Supérieure, No 955. Dame Helen-May Edson, du Township de West Hatley, épouse commune en biens de Henry-Leroy Moulton, charpentier, du même lieu, demanderesse; vs le dit Henry-Leroy Moulton, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-cinquième jour d'avril, mil neuf cent vingt-sept.

Coaticook, le 26 avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2157—17-4 W. L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-16834. Dame Agnès Vaudrin, de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Martel, négociant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Martel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 avril courant.

Montréal, 27 avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2179—17-4 ELZEAR BEAUREGARD.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-17751. Dame Rachel Levine, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Abraham Rothchild, marchand, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Abraham Rothchild, de la cité et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 13 avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2017—16-4 GERARD-S. TRITT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. F-17881. Dame Fanny Abramovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Max Yanofsky, of the same place, plaintiff; vs Max Yanofsky, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 22nd April 1927.

I. POPLIGER,  
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of St. Francis, in the Superior Court, No. 955. Dame Helen May Edson, of the Township of West Hatley, wife common as to property of Henry Leroy Moulton, carpenter, of the same place, Plaintiff; vs the said Henry Leroy Moulton, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the twenty fifth day of April, one thousand nine hundred and twenty seven.

Coaticook, April 26, 1927.

W. L. SHURTLEFF,  
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-16834. Dame Agnès Vaudrin, of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Jean Baptiste Martel, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Martel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on April 14th instant.

Montreal, April 27th, 1927.

ELZEAR BEAUREGARD,  
Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. F-17751. Dame Rachel Levine, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Abraham Rothchild, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Abraham Rothchild, of the City and District of Montreal, merchant, defendant.

An action for separation as to property has been entered by the Plaintiff against the Defendant.

Montreal, April 13th, 1927.

GERALD S. TRITT,  
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Terrebonne, No 1482, Cour Supérieure. Dame Marie-B. Bastien, épouse commune en biens de Isaïe Deschamps, marchand, de Val-David, district de Terrebonne, dûment autorisée par cette Cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Le dit Isaïe Deschamps, défendeur, et North British & Mercantile Insurance Company, Limited, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal, dit district, La compagnie Mutuelle du Commerce contre l'Incendie, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à St-Hyacinthe, dit district, et La Compagnie d'Assurance la Moderne, Limitée, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à St-Rémi, district d'Iberville, Mis en cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de mars 1927.

St-Jérôme, le 20ième jour d'avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2049-16-4 PAUL-H. HARDIF.

Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 1482, Superior Court. Mrs. Marie-B. Bastien, wife of Isaïe Deschamps, merchant, of Val David, district of Terrebonne, duly authorized by this Court to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Isaïe Deschamps, Defendant, and North British & Mercantile Insurance Company, Limited, a body politic and corporate, having its principal place of business in Montreal, said district; La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie, a body politic and corporate, having its principal place of business in St. Hyacinthe, said district, and La Compagnie d'Assurance la Moderne, Limitée, a body politic and corporate having its principal place of business in St Rémi, district of Iberville, *Mis-en-cause*.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 5th day of March, 1927.

St. Jerome, this 20th day of April, 1927.

PAUL H. HARDIF,  
2050-16-4 Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de St-François. No 921. Dame Parmillia Masson, épouse de Joseph Arnold, cultivateur, de Barnston, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Joseph Arnold, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce 6 avril 1927.

Coaticook.

Le procureur de la demanderesse,  
1883-15-4 J.-C. SAMSON.

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis. Dame Parmillia Masson, wife of Joseph Arnold, farmer, of Barnston, said district, plaintiff; vs The said Joseph Arnold, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 6th of April 1927.

Coaticook.

J. C. SAMSON,  
1884-15-4 Attorney for plaintiff.

#### Actions en séparation de corps et de biens

#### Actions for separation as to bed and board

Canada, Province de Québec, district de Saguenay, Cour Supérieure. No 4481. Dame Isabelle Sheehy, de La Malbaie, épouse de Joseph Harvey, de la Malbaie, demanderesse; vs Joseph Harvey, de La Malbaie, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse.

La Malbaie, ce 28 avril 1927.

Le procureur de la demanderesse,  
2251-18-4 ANTOINE CIMON.

Canada, Province of Quebec, district of Saguenay, Superior Court. No. 4481. Dame Isabelle Sheehy, of La Malbaie, wife of Joseph Harvey, of La Malbaie aforesaid, plaintiff; vs Joseph Harvey, of La Malbaie, defendant.

An action for separation from bed and board and for separation as to property has been instituted herein.

La Malbaie, April 28th, 1927.

ANTOINE CIMON,  
2252-18-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure. No 808. Achille Adams, journalier, de la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, demandeur; vs Dame Jeannette Boisvert, du même lieu, épouse commune en biens du dit Achille Adams et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 29 janvier 1927.

Trois-Rivières, 29 mars, 1927.

Les procureurs du demandeur,  
2113-17-4 ROBICHON & METHOT.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. No. 808. Achille Adams, laborer, of the town of Grand'Mère, district of Three Rivers, plaintiff; vs Dame Jeannette Boisvert, of the same place, wife common as to property of the said Achille Adams and by the latter duly authorized for the purposes hereof, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause the 29th of January, 1927.

Three Rivers, March 29, 1927.

ROBICHON & METHOT,  
2114-17-4 Attorneys for plaintiff.

## Bureau-chef

## Chief Office

## HALL CORPORATION OF CANADA

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la "Hall Corporation of Canada" est situé au No. 134 rue McCord, Montréal.

Montréal, le 25 avril 1927.

Le secrétaire,  
2239 (Signé) H.-G. McKEIL.

## HALL CORPORATION OF CANADA

Notice is hereby given that the Head Office of the Hall Corporation of Canada is at 134 McCord Street, Montreal.

Montreal, April 25th, 1927.

(Signed) H. G. McKEIL,  
Secretary.

## Chartes:—Abandon de

## Charters:—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rutherford & Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de juillet 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-sixième jour de mars 1927, la compagnie "Rutherford & Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2269 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rutherford & Company, Limited", incorporated by Letters Patent dated the fifth day of July, 1923.

Notice is also hereby given that from and after the twenty sixth day of March, 1927, the said company "Rutherford & Company, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1927.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Holmes Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1927, la compagnie "The Holmes Co., Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2271 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Holmes Co., Limited", incorporated by letters patent dated the twenty fifth day of November, 1924.

Notice is also hereby given that from and after the thirtieth day of April, 1927, the said company "The Holmes Co., Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1927.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Compagnies autorisées à faire des affaires

## Companies authorized to do business

La compagnie "Banet Phillips Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, numéro 1, rue Belmont.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William-T. Coogan, gérant, de Montréal.

Québec, 22 avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2233 C.-J. SIMARD.

The "Banet Phillips Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Montreal, number 1, Belmont Street.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William T. Coogan, manager, of Montreal.

Quebec, April 22, 1927.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

La Compagnie "Brigdens, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, numéro 222 rue Craig ouest.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Arthur-Sidney Renshaw, vendeur, de Montréal.

Québec, 23 avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2235 C.-J. SIMARD.

The company "Brigdens, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Montreal, number 222 Craig Street West.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr Arthur Sidney Renshaw, seller, of Montreal.

Quebec, April 23, 1927.

C. J. SIMARD,  
2236 Assistant Provincial Secretary.

La Compagnie "Monypenny Bros., Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, à 149 rue Sainte-Catherine, Est.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Emile Vanier, de Montréal.

Québec, 23 avril 1927.

Le sous-secrétaire de la province,  
2237 C.-J. SIMARD.

The company "Monypenny Bros., Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Montreal, 149 Sainte Catherine Street East.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Emile Vanier, of Montreal.

Quebec, April 23, 1927.

C. J. SIMARD,  
2238 Assistant Provincial Secretary.

## Minutes de notaire

Québec, le 6 avril 1927.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Gérard Jobin, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu André-Damase Jobin, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,  
1819-14-5 C.-J. SIMARD.

## Notarial Minutes

Quebec, April 6, 1927.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the notarial code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Gérard Jobin, notary, of the city of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late André Damase Jobin, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,  
1820-14-5 Assistant Provincial Secretary.

## Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 27 mai 1927, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1926, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice président et gérant-général,  
1701-13-6 T.-E. McDONNELL.

## Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 27, 1927, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st 1926, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,  
Vice-President and General Manager.  
1702-13-6

## Ventes—Loi de faillite

## Sales—Bankruptcy Act

Province de Québec, Cour Supérieure, (En faillite) district de Montréal, No. 27.

Omer Patenaude, Limitée, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Saint-Constant-de-Napierville, cédant autorisé, et J.-Paul Vermette, Syndic.

Avis vous est par les présentes donné que conformément à un jugement du Régistrare de la Loi de Faillite, district de Montréal, rendu le 30 mars dernier, 1927, sera vendu au Palais de Justice, au bureau du Shérif en la cité de Montréal, MERCREDI, le HUITIEME jour de JUIN, 1927, à TROIS heures de l'après-midi, l'immeuble suivant:

Un morceau de terrain situé à Saint-Constant, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-neuf (No Pt 259), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, et borné comme suit: en front par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par le fossé séparant ce terrain de celui d'Octave Quintal, en arrière par le terrain d'Hercule Pagé et de l'autre côté par celui de Wilfrid Grégoire, lequel terrain mesurant 38 pieds de largeur en avant, 49 pieds de largeur en arrière, 48 pieds de largeur à une distance de cinquante pieds du trottoir dans la ligne nord-est et à une distance de 42 pieds du trottoir dans la ligne sud-est, par une profondeur de 250 pieds dans la ligne sud-ouest et une profondeur de 264 pieds dans la ligne nord-est, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure.

Cette vente sera faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de Faillite, donnant l'effet du décret à ladite vente.

Pour consulter le cahier des charges et autres renseignements, s'adresser au bureau du notaire J.-M. Vermette, 83 Craig ouest, Chambre 520, Montréal.

Le syndic,

J.-PAUL VERMETTE.

190 rue Saint-Jacques, Montréal. 2245—18-2

Province of Quebec, Superior Court, (In Bankruptcy) district of Montreal, No 27.

Omer Patenaude, Limited, body politic and incorporate having its head office at Saint Constant de Napierville, authorized assignor, and J. Paul Vermette, trustee.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated on the thirtieth day of March last 1927, will be sold at the Court House, at the Sheriff's Office in the city of Montreal, WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE 1927, at THREE o'clock in the afternoon, the following immovable property:

A piece of land situated at Saint Constant, known and designated as forming part of lot number two hundred and fifty-nine (No. Pt 259), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Constant, and bounded as follows: in front by the Public Road, on one side by a ditch dividing said property from that of Omer Quintal, in rear by the farm of Omer Pagé and on the other side by that of Wilfrid Grégoire, said piece of land measuring 38 feet in width in front, 49 feet in width in rear, 48 feet in width at a distance of fifty feet from the sidewalk in the north east line and at a distance of 42 feet from the sidewalk in the south-east line, by a depth of 250 feet in the south-west line, and a depth of 264 feet in the north-east line, English measure and without any warranty as to precise measurement.

This sale will be made pursuant to Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, which gives the said sale the effect of a Sheriff's sale.

To consult the list of charges and other informations, apply at the office of J. M. Vermette, notary, 83 Craig Street West, Room 520, Montreal.

J. PAUL VERMETTE,

Trustee.

190 Saint James Street, Montreal. 2246—18-2

Province de Québec, district de Hull.

Dans l'affaire de Joseph Mooney, marchand, du village de Chelsea, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le HUIT JUIN 1927, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-Chelsea, à Old Chelsea, province de Québec, les immeubles suivants, savoir:

1. Le lot numéro dix-"B"-6 dans le huitième rang du canton de Hull, comté de Hull—avec bâtisses dessus érigées.

2. Le lot numéro dix-"B"-7 dans le susdit huitième rang du canton de Hull, comté de Hull—avec les bâtisses dessus érigées.

Ces items seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

La vente des dits items est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et à l'article 20, paragraphe 4, A. B. C, de la Loi de faillite.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions: Sujet aux obligations et réserves

Canada, Province of Quebec, district of Hull.

In the matter of Joseph Mooney, trader, of the village of Chelsea, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE, 1927, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Etienne of Chelsea, Old Chelsea, Province of Quebec, the immovables as follows:

1. Lot number ten-"B"-6 in the eighth range of the township of Hull, county of Hull—with buildings thereon erected.

2. Lot number ten-"B"-7 in the said eighth range of township of Hull, county of Hull—with buildings thereon erected.

These items will be offered for sale to the highest bidder.

The sale of said items is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seventeen (716 and 717) and also to article twenty (20), paragraph four, a, b, c, of the Bankruptcy Act.

The titles and certificates may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

Conditions: Subject to all obligations and re-

mentionnées dans le cahier des charges; paiement: Argent comptant.

Hull, ce 30ème jour d'avril 1927.

F.-A. LABELLE,  
Syndic.

De LABELLE & DESROSIERS,  
Notaires,

165, Principale, Hull.

2253—18-2

services mentioned in the list of charges; payment: Cash.

Hull, this 30th day of April 1927.

F. A. LABELLE,  
Trustee.

From LABELLE & DESROSIERS,  
Notaries.

165, Main Street, Hull.

2254—18-2

La loi de faillite No 734 F. Dans l'affaire de l'actif de Hector Rousseau et Emile Lachance, faisant affaires sous la raison sociale de Rousseau & Lachance, propriétaires de garage, Sainte-Croix, comté Lotbinière, P. Q., cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que SAMEDI, le VINGT-UNIÈME jour de MAI 1927, à NEUF heures de l'avant-midi (heure solaire), seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, Comté Lotbinière, P. Q., les immeubles de cette faillite comme suit:

a. Un emplacement situé en le village de Sainte-Croix, au sud du chemin Royal; contenant quatre-vingt-six pieds de front, au chemin, sur la ligne du dit chemin; et quatre-vingt-six pieds de large au bout de la profondeur; la dite profondeur étant celle qu'il y a à partir du dit chemin royal, jusqu'à la ligne qui sépare ce terrain de celui de Xavier Hamel, mesurant, le côté sud-ouest, environ quatre-vingt-cinq pieds, et le côté nord-est cent quinze pieds, plus ou moins, mesure anglaise; borné au nord, au chemin royal du premier rang; au sud à la ligne de Xavier Hamel; au nord-est à Léonidas Hardy, et au sud-ouest à Raoul Laliberté, et connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière, comme partie du lot numéro cent trente et un (Pt. 131)—avec hangar, garage et toutes autres bâtisses dessus érigées, sauf la maison privée bâtie sur le dit terrain, et privilège d'usage des cours en commun, en vertu d'un acte de société passé devant Mtre J.-A. Pouliot, notaire, en date du 27 novembre 1924 et enregistré le 10 janvier 1925.

RE: HECTOR ROUSSEAU.

b. Une terre à bois située en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudum, comté de Lotbinière, contenant environ un arpent par trente arpents, plus deux arpents par onze, le tout plus ou moins; bornée au nord à la concession Juliaville, au sud, au Cordon de Lucieville; au nord-est à Calixte Gosselin et Arthur Auger, et au sud-ouest à Arthur Laliberté, et connue sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudum, division d'enregistrement de Lotbinière, sous le numéro partie de trois cent quatre-vingt-huit-trente-cinq (Pt. 388-35).

c. Les droits que peut avoir le failli dans une maison privée, située sur le lot partie numéro cent trente et un (Pt. 131), plus amplement décrits dans un acte de société entre Hector Rousseau et Emile Lachance, passé devant Mtre J.-A. Pouliot, notaire, le 27 novembre 1924 et enregistré le 10 janvier 1925.

Ces trois items seront vendus séparément et au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Bankruptcy Act. No. 734-F. In the matter of the assets of: Hector Rousseau and Emile Lachance, carrying on business under the firm name and style of Rousseau & Lachance, Garage Owners, Sainte Croix, comté Lotbinière, P. Q., authorized assignors.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the TWENTY FIRST of MAY, 1927, at NINE o'clock in the forenoon (Standard time), there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Sainte Croix, county of Lotbinière, P. Q., the immovables in this bankruptcy as follows:

a. An emplacement situate in the village of Sainte Croix, on the south of the King's Highway, containing eighty six feet in front at the road, on the line of the said road, and eighty six feet in width at the end of the depth; the said depth being that existing from the said King's Highway to the line which separates the said land from that of Xavier Hamel, measuring the southwest side about eighty five feet and the northeast side one hundred and fifteen feet, more or less, English measure; bounded on the north by the King's Highway of the first range, on the south by the line of Xavier Hamel, on the northeast by Léonidas Hardy and to the southwest by Raoul Laliberté, and known on the official cadastral plan for the parish of Sainte Croix, registration division of Lotbinière, as part of lot number one hundred and thirty one (Pt.131)—with a shed, garage and all other buildings thereon erected, except the private house built on the said land and the privilege in common for use of the yards, by virtue of a deed of partnership passed before Mtre J. A. Pouliot, notary, dated the 27th of November, 1924, and registered the 10th of January, 1925.

RE: HECTOR ROUSSEAU

b. A timber land situate in the parish of Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudum, county of Lotbinière, containing about one arpent by thirty arpents, plus two arpents by eleven, the whole more or less; bounded on the north by the concession Juliaville, on the south by the line of division of Lucieville, on the northeast by Calixte Gosselin and Arthur Auger, and on the southwest by Arthur Laliberté, and known on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudum, registration division of Lotbinière, under part of three hundred and eighty eight-thirty five (Pt. 388-35).

c. The rights which the bankrupt may have on a private house, situate on the lot part number one hundred and thirty one (Pt. 131) more fully described in a deed of partnership between Hector Rousseau and Emile Lachance, passed before Mtre J. A. Pouliot, notary, the 27th of November, 1924 and registered the 10th of January, 1925.

These three items will be sold separately and to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

La vente de ces items est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt (20), paragraphe (4) quatre, a, b, c, de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.  
Québec, 8 avril, 1927.

Le syndie autorisé,  
ANTOINE CLOUTIER.

Bureau: 147 côte de la Montagne,  
Québec.

1889—15-2

The sale of said items shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P. and also to article twenty (20), paragraph (4) four a, b, c, of the Bankruptcy Act, and has the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.  
Quebec, April 8, 1927.

ANTOINE CLOUTIER,  
Authorized Trustee.

Office: 147 Mountain Hill,  
Quebec.

1890—15-2

Canada, province de Québec, district de Saint-François, division de faillite No 811F.

Dans l'affaire de: Misael Côté, cultivateur et commerçant, de Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le TRENTIÈME ET UNIÈME jour de MAI, 1927, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Ham, l'immeuble de cette faillite décrit comme suit:

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham comme faisant partie du numéro vingt et un (p. 21) du premier rang, mesurant environ soixante pieds de front sur environ seize perches de profondeur; tenant en front au chemin du premier rang, en profondeur à Joseph Fortier, représentant feu Pierre Fortier, du côté nord-est à Casimir Laurin dont le terrain est séparé de celui-ci présentement décrit par un ruisseau, et du côté sud-ouest au chemin de huit pieds de largeur appartenant aux représentants de Adélaïde Lavigne et suivant les servitudes actives et passives affectant ledit immeuble—avec maison et dépendances dessus construites.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C.P.C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4 et suivants de la loi des faillites; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndie autorisé,  
GUSTAVE PICHER.

Bureau: rue de l'Eglise,  
Arthabaska, 25 avril 1927.

2167—17-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en faillite. No 9. *In re*: Médard Miron, débiteur, et J.-Albert Lejour, syndie requérant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la loi de Faillite, district de Montréal, en date du 30 avril, 1927, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, à Montréal, le HUITIÈME jour de JUIN, 1927, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), l'immeuble ci-après désigné:

Un emplacement sis et situé en la cité de Lachine, au lieu appelé Dominion Park, du côté ouest de la 2ème Avenue, connu et désigné sous le numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent seize (916-39), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine—avec bâtisses sus-érigées; lequel emplacement mesure cinquante pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis, No. 811F.

In the matter of Misael Côté, farmer and trader, of Notre Dame de Ham, county of Wolfe, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1927, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Notre Dame de Ham, the immovable in this bankruptcy, described as follows:

A land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Ham, as being forming part of number twenty one (pt. 21) of the first range, measuring about sixty feet in front by about sixteen perches in depth; bounded in front by the road of the first range, in depth to Joseph Fortier, representing the late Pierre Fortier, on the north east side to Casimir Laurin, whose property is separated from the present one by a brook, and on the southwest side to the road eight feet wide, belonging to the representatives of Adélaïde Lavigne—with house and other buildings thereon erected.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.P.C. and also to article 20, paragraph 4 A.B.C. of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff sale.

The titles and certificate may be examined at any time, by applying at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: cash.

GUSTAVE PICHER,  
Authorized trustee.

Office: Church Street,

Arthabaska, April 25, 1927.

2168—17-2

Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, In Bankruptcy. No. 9. *In re*: Médard Miron, debtor; and J. Albert Lejour, trustee petitioner.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated April 30th, 1927, will be sold by public auction, at the Sheriff's office, in Montreal, on the EIGHTH day of JUNE 1927, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), the immovable hereunder described:

An emplacement situated in the city of Lachine, at the place called "Dominion Park", on the western side of Second Avenue, known and designated under number thirty-nine of the official subdivision of original lot number nine hundred and sixteen (916-39), on the official plan and book of reference of the Cadastre of the parish of Lachine—with buildings thereon erected; said emplacement measuring fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less.

As the whole now stands, with all servitudes

les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble".

La dite vente sera faite en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite, paragraphes 4a, b, c, d, et e, et aura l'effet du décret.

L'acquéreur devra déposer, lors de l'adjudication, 20% du prix de son adjudication, en argent ou par un chèque accepté à l'ordre du syndic, et la balance sera payable lors de la signature de l'acte de vente.

Le cahier des charges pourra être examiné au bureau du soussigné.

Pour toute autre information, s'adresser au soussigné.

Le syndic,  
J.-ALBERT LEJOUR.

Montréal, 4 mai, 1927.  
30 rue Saint-Jacques.

2293—18-2

active or passive, apparent or otherwise, attached to said immovable.

Said sale will be made in virtue of article 20, Bankruptcy Act, paragraphs 4a, b, c, d, and e, giving the effect of a Sheriff's sale.

The purchaser shall deposit, at the time of adjudication, 20% of the adjudication price, in cash or by certified cheque to the order of the trustee, and the balance will be payable at the signature of the deed of sale.

The book of charges may be examined at the office of the undersigned.

For any other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,  
Trustee.

Montreal, May 4th, 1927.  
30 Saint James Street.

2294—18-2

### Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 6981.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 19ème jour d'avril 1927, dans une cause dans laquelle Dame Eva Rafter, des cité et district de Montréal, épouse de Frederick-W. Prince, commerçant, ci-devant de la cité de Worcester, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique, et maintenant de lieux inconnus, et judiciairement autorisée par un juge de la Cour Supérieure, est demanderesse; et Dame Florence Rafter, épouse séparée de biens de Daniel-E. Veil, ostéopathe, de Jersey City, dans l'Etat de New Jersey, le dit Daniel-E. Vail pour autoriser son épouse aux fins de cette cause, J.-Henry-P. Brown, phrénologiste, de la Ville de Allston, dans l'Etat de Massachusetts, tous aux Etats-Unis de l'Amérique, Charles-E. Brown, financier, d'Anchorage, dans l'Alaska, Frederick-A. Brown, vendeur, de la cité de Toronto, dans la Province d'Ontario, Dame Cecilia Brown, épouse séparée de biens de Pascal Deslauriers, agent d'immeuble, et ledit Pascal Deslauriers pour autoriser son épouse aux fins de cette cause, Dame Marion Brown, épouse séparée de biens de Edward Kent, dentiste, et le dit Edward Kent pour autoriser son épouse aux fins des présentes, J.-J.-Louis Brown, courtier, tous cinq de la paroisse de Ste-Anne-de-Bellevue, Dame Lydia Rafter, fille majeure, et William-P. Lunny, junior, dans sa qualité de tuteur à Lucille Vail, enfant mineure issue du mariage des dits Florence Rafter et Daniel-E. Vail, de la Cité de Montréal, et National Trust Company, Limited, corps incorporé ayant un bureau dans la cité de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Dame Agnes-Mary Rafter, en son vivant, fille majeure, de la cité de Montréal, et tous huit du district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un certain emplacement ayant front sur la rue Cadieux, dans les cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un (581) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, de la cité de Montréal, mesurant quarante et un pieds trois pouces de largeur en front, et quarante-trois pieds trois pouces de largeur en arrière, par cent vingt-quatre pieds de profondeur et avec quatre lo-

### Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 6981.

Notice is hereby given that under and by virtue of a Judgment of the Superior Court sitting at Montreal, on the 19th day of April, 1927, in a cause in which Dame Eva Rafter, of the City and District of Montreal, wife of Frederick W. Prince, Merchant, heretofore of the City of Worcester, in the State of Massachusetts, of the United States of America, and now of parts unknown, and judicially authorized by a Judge of the Superior Court, is Plaintiff; and Dame Florence Rafter, wife separate as to property of Daniel E. Vail, osteopath, of Jersey City, in the State of New-Jersey, the said Daniel E. Vail to authorize his said wife for the purposes of this cause, J. Henry P. Brown, phrenologist, of Allston, in the State of Massachusetts, all in the United States of America; Charles E. Brown, Financier, of Anchorage, in Alaska; Frederick A. Brown, Salesman, of the City of Toronto, in the Province of Ontario; Dame Cecilia Brown, wife separate as to property of Pascal Deslauriers, real estate agent, and the said Pascal Deslauriers to authorize his said wife for the purposes of this cause; Dame Marion Brown, wife separate as to property of Edward Kent, Dentist, and the said Edward Kent to authorize his said wife for the purposes of these presents; J. J. Louis Brown, Broker, all five of the Parish of Ste. Anne de Bellevue, Dame Lydia Rafter, spinster, of the full age of majority, and William P. Lunny, Junior, in his quality of tutor to Lucille Vail, minor child issued of the marriage of said Dame Florence Rafter and Daniel Vail, of the City of Montreal, and National Trust Company, Limited, a body corporate having an office in the City of Montreal, in its quality of testamentary executor of the Estate of late Dame Agnes Mary Rafter, in her lifetime spinster, of the City of Montreal, and all eight of the District of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable, to wit:

That certain lot of land fronting on Cadieux Street, in the City and District of Montreal, known and described as Lot number five hundred and eighty one (581), on the official plan and book of reference of St. Louis Ward, of the City of Montreal, measuring forty-one feet three inches in width in front and forty-three feet three inches in rear by one hundred and twenty-four feet in depth, and with four dwellings thereon erected

gements y érigés, portant les numéros 1602, 1604, 1606 et 1608 de la dite rue Cadieux.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le JEUDI, NEUVIEME jour de JUIN 1927, par la Cour, dans la Salle d'Audience No 31 du Palais de Justice à Montréal, ou à toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi (heure avancée), sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le Cahier de Charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite vente par licitation, devra être déposée au Greffe du dit Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la dite vente, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties intéressées de déposer leurs oppositions dans les délais prescrits comme susdit, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 3 mai 1927.

Les procureurs de la demanderesse,  
2295—18-2 CURRAN & CURRAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-12524.

Avis public est, par les présentes, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le sixième jour d'avril, 1927, dans une cause dans laquelle Dame Blanche Dufort, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Victor-Alphonse Pilon, marchand, du même lieu, et ledit Victor-Alphonse Pilon, aux fins d'autoriser et assister sadite épouse en autant que besoin est et à toutes fins que de droit, sont demandeurs; et Dame Cécile Dufort, de Cohoes, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse contractuellement séparée de biens de Frank Dussault, marchand, du même lieu, et ledit Frank Dussault aux fins d'autoriser sadite épouse aux fins des présentes, et Dame Yvonne Dufort, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Tétraut, employé civil, du même lieu, et ledit Wilfrid Tétraut, aux fins d'autoriser sadite épouse aux présentes, et Dame Berthe Dufort, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Frederick Brunelle, commis en chef, du même lieu, et ledit Frederick Brunelle aux fins d'autoriser sadite épouse aux présentes, et C.-Leroux Dufort, ingénieur-civil et arpenteur, des cité et district de Québec, et Denis Dufort, bijoutier, des cité et district de Montréal, et Ignace Dufort, pompier, des cité et district de Montréal, sont défendeurs; ordonnant la vente par licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble ayant front sur la rue Bishop, dans le quartier St-Antoine, en ladite cité de Montréal, contenant pas moins de vingt-trois pieds de largeur par cent vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, avec une maison et autres dépendances dessus construites, portant les numéros civiques 22 à 24 de la dite rue Bishop, connu et désigné, ce dit emplacement, sous le numéro quatre au plan de la subdivision officielle du lot numéro quinze cent soixante-dix-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Antoine, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière dudit emplacement.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le

bearing Civic numbers 1602, 1604, 1606 and 1608 of the said Cadieux Street.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the NINTH day of JUNE, 1927, by the Court, in Room number 31 of the Court House at Montreal, or in any other room that the Court may order, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, (Day Light Saving Time), subjected to the charges, clauses and conditions set forth in the List of Charges deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said sale by licitation, should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale, and all oppositions for payment to be filed within six days following the adjudication, in default of which filing the interested parties will be foreclosed from making any such oppositions; the whole according to law.

Montreal, 3rd day of May, 1927.

CURRAN & CURRAN,  
2296—18-2 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. A-12524.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, the 6th day of April, 1927, in a case wherein Dame Blanche Dufort, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Victor Alphonse Pilon, merchant, of the same place, and the said Victor Alphonse Pilon, for the purposes of authorizing his said wife for so much as is required, are plaintiffs; and Dame Cécile Dufort, of Cohoes, State of New-York, one of the United States of America, wife contractually separated as to property of Frank Dussault, merchant, of the same place, and the said Frank Dussault, for the purposes of authorizing his said wife to these presents, and Dame Yvonne Dufort, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Wilfrid Tetraut, civil employee, of the same place, and the said Wilfrid Tetraut, for the purposes of authorizing his said wife to these presents, and Dame Berthe Dufort, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Frederick Brunelle, clerk, of the same place, and the said Frederick Brunelle for the purposes of authorizing his said wife to these presents, and C. Leroux Dufort, civil engineer and surveyor, of the city and district of Quebec, and Denis Dufort, jeweller, of the city and district of Montreal, and Ignace Dufort, fireman, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the following immovable:

An immovable fronting on Bishop Street, in St. Antoine Ward, in the City of Montreal, containing not less than twenty-three feet in width by one hundred and twenty-six feet in depth, English measure, with a building and other dependencies thereon erected, bearing the civic numbers 22 to 24 of the said Bishop Street, known and designated, the said immovable, as No. four on the plan of the official subdivision of lot No. one thousand five hundred and seventy-nine, on the official plan and book of reference of the said St. Antoine Ward, with a right of way in common in the lane situated in rear of the said immovable.

The said immovable will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the

TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1927, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la Cité de Montréal, No 31, ou dans toute autre chambre que l'honorable juge qui présidera cette Cour jugera à propos, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, 14 avril 1927.

Le procureur des demandeurs,  
2141—17-2 J.-E.-C. BUMBRAY.

THIRTY-FIRST day of MAY, 1927, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room of the Court house of the city of Montreal, No. 31, or in any other room that the Honourable Judge may decide, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 14th April, 1927.

J. E. C. BUMBRAY,  
2142—17-2 Attorney for plaintiffs.

## VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et TENEMENTS sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Abitibi.*

No 893. ) PIERRE FORTIN, cultivateur, du  
canton Dalquier, Amos, demandeur; vs PIERRE MOREILHON, marchand de bois, d'Amos, défendeur, et le dit PIERRE MOREILHON, maintenant intimé, à savoir:

Comme appartenant au demandeur, le lot de terre portant le numéro quarante et un (41) du rang numéro trois (3) du cadastre officiel du canton Dalquier—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MARDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1927, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.  
Amos, 3 mai 1927. 2281—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

## SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Abitibi.*

No. 893. ) PIERRE FORTIN, farmer, of the  
township Dalquier, Amos, plaintiff; vs PIERRE MOREILHON, lumber merchant, of Amos, defendant, and the said PIERRE MOREILHON, now respondent, to wit:

As belonging to the defendant, that lot of land bearing number forty one (41) of range number three (3) on the official cadastre for the township Dalquier—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Amos, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, May 3, 1927. 2282—18-2  
[First publication, 7 May, 1927]

## ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: ) LA BANQUE D'HOCHELAGA  
No 261 ) CHELAGA, demanderesse; vs AMÉDÉE TROTTIER, ERNEST LAMY ET AL., défendeurs; & PIERRE TOUPIN AT AL., cessionnaires saisissants.

Comme appartenant au défendeur, Ernest Lamy:

1. Un terrain faisant partie des lots numéros quinze et seize du dixième rang du canton de Chester, connu et désigné, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comme faisant partie des numéros trois cent soixante (p. 360), trois cent soixante et un (p. 361), et trois cent soixante-deux (p. 362), contenant la lar-

## ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: ) THE HOCHELAGA  
No. 261 ) BANK, plaintiff; vs AMÉDÉE TROTTIER, ERNEST LAMY ET AL., defendants; and PIERRE TOUPIN, attaching grantee, (cessionnaire saisissant).

As belonging to the defendant, Ernest Lamy:

1. A piece of land forming part of the lots Nos. fifteen and sixteen of the tenth range of the township of Chester, known and designated, upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Paul de Chester, as forming part of the lots Nos. three hundred and sixty, (360), three hundred and sixty one (361) and three

geur des dits numéros sur la profondeur nécessaire pour former quarante arpents en superficie, en partant de l'ancien chemin du dixième rang et gagnant vers le nord-est; le dit terrain borné d'un bout au sud-ouest à l'ancien chemin du dixième rang, en profondeur à Rodrigue Poisson et Ernest Laroche, d'un côté au terrain ci-après décrit et de l'autre côté au sud-est à Ernest Croteau, mais sous réserve en faveur de la succession Octave Gaudet d'un emplacement situé sur le dit terrain, étant l'emplacement de l'ancienne fromagerie;

2. Un autre terrain, faisant partie du lot numéro seize du dixième rang du canton de Chester, connu et désigné, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comme faisant partie du numéro trois cent soixante-trois (p. 363), contenant trois arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur qui se trouve depuis le chemin du dixième rang à aller au terrain de Auguste Roberge; borné au sud-ouest au chemin, au nord-est à Auguste Roberge, au nord-ouest à Henry L'Heureux et au sud-est partie au terrain d'Ernest Laroche et partie au terrain ci-dessus désigné.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Chester, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.  
Arthabaska, 14 avril, 1927. 1947—15-2  
[Première publication, 16 avril, 1927]

hundred and sixty two (362), containing the width of said lots by the necessary depth for forming forty arpents in superficies, in starting from the old tenth range road and going towards the north east; the said piece of land bounded on the south west end by said old tenth range road, in depth by Rodrigue Poisson and Ernest Laroche, on one side by the piece of land hereafter described and on the other side by Ernest Croteau, but under the reservation in favor of Octave Gaudet's estate of an emplacement situated on said piece of land, being the old cheese factory emplacement.

2. Another piece of land forming part of lot No. sixteen of the tenth range of the township of Chester, known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Paul de Chester, as forming part of the lot No. three hundred and sixty three (363), containing three arpents and half in front, about, by the depth there is since the tenth range road as far as Auguste Roberge's property; bounded on the south west by the road, on the north east by Auguste Roberge, on the north west by Henry L'Heureux and on the south east part by Ernest Laroche and part by the piece of land above described.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul de Chester, on the NINETEENTH day of MAY next (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD, Sheriff.  
Arthabaska, April 14th, 1927. 1948—15-2  
[First publication, 16th April, 1927]

## BEAUCE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: DAME CELINA MO-  
No 9800. } RAUD, demanderesse; contre ACHILLE PARE, défendeur.

1. Une terre étant les lots numéro vingt-six-C, vingt-six-D, et vingt-sept-A (26-C, 26-D, et 27-A) du cadastre officiel pour le premier rang de Broughton, paroisse de St-Frédéric-de-Beauce, maintenant, St-Jules-de-Beauce.

2. Une terre étant le lot numéro trois cent soixante (360) du cadastre de St-Joseph-de-Beauce, paroisse de St-Jules-de-Beauce.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Jules, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.  
St-Joseph, Beauce, 30 avril 1927. 2259—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: J.-A. NOLET, demandeur;  
No 9768. } contre GEORGES LACHANCE, fils d'Etienne, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Gédéon de la Beauce, mesurant huit arpents et un quart de front, plus ou moins, sur la profondeur du rang; tenant d'un côté à Paul Lachance et de l'autre côté à Vital Morin, connue au cadastre pour le neuvième rang du canton Marlow, Beauce, comme étant le lot vingt et un "B" et partie

## BEAUCE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: DAME CELINA MO-  
No. 9800. } RAUD, Plaintiff; against ACHILLE PARE, Defendant.

1. A farm being lots numbers twenty six-C, twenty six-D and twenty seven-A (26-C, 26-D and 27-A), on the official cadastre for the first range of Broughton, parish of St. Frederic de Beauce, now St. Jules de Beauce.

2. A farm being lot number three hundred and sixty (360), on the cadastre for St. Joseph de Beauce, parish of St. Jules de Beauce.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Jules, on the SEVENTH day of JUNE next (1927), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GUSTAVE GARANT, Sheriff.  
St. Joseph, Beauce, April 30, 1927. 2260—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: J. A. NOLET, Plaintiff;  
No. 9768. } against GEORGES LACHANCE, fils d'Etienne, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Gedeon de la Beauce, measuring eight and one quarter arpents in front, more or less, by the depth of the range; bounded on one side by Paul Lachance and on the other side by Vital Morin, known on the cadastre for the ninth range of the township of Marlow, Beauce, as being lot twenty one "B"

du lot vingt et un "A" (21-B et ptie 21-A)—avec les bâties dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Gédéon, le HUITIEME jour de JUIN prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.  
St-Joseph, Beauce, 30 avril 1927. 2261—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

and part of lot twenty one "A" (21-B and pt. 21-A)—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Gédéon, on the EIGHTH day of JUNE next (1927), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.  
St. Joseph, Beauce, April 30, 1927. 2262—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

## BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Bedford,  
Cour Supérieure,  
No 649.

W - K. McKEOWN, avocat et conseil en loi du roi, et W.-F. BOWLES, avocat, tous deux pratiquant comme tels au village de Sweetsburg, dit district, sous les nom et raison sociale de "McKeown & Bowles", demandeurs; vs EARL SCHOOLCRAFT, du canton de Potton, dit district, défendeur.

Avis est, par les présentes, donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cajetan-de-Potton, district de Bedford, le vingt et unième jour de juillet 1926, aura lieu à la porte de la dite église, le HUITIEME jour de JUIN 1927, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.  
Sweetsburg, Qué., le 2 mai 1927. 2263  
[Première publication, le 7 mai 1927]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Bedford,  
Superior Court,  
No. 694

W. K. McKEOWN, advocate and King's Counsel, and W. F. BOWLES, advocate, both practising as such at the Village of Sweetsburg, in said district, under the firm name and style of McKeown & Bowles, plaintiffs; vs EARL SCHOOLCRAFT, of the township of Potton, in said district, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at the parochial church door of the parish of Saint Cajetan de Potton, district of Bedford, on the twenty first day of July 1926, will take place at said Church door, on the EIGHTH day of JUNE 1927, [at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, Que., May 2nd, 1927. 2264  
[First publication, May 7, 1927]

## BEDFORD

## CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: }  
No 787 }

W. LEVESQUE, LI-MITEE, corporation légale ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Bagotville; contre ALFRED COTÉ de Saint-Louis-de-Bagot, cultivateur.

1. La juste moitié, côté Ouest du lot No trois (3) du premier rang du cadastre officiel du canton Simon—avec le moulin à scie et autres bâties dessus construites et dépendances, ainsi que tous les agrès et accessoires quelconques dudit moulin faisant partie du dit immeuble.

Une ferme formée du lot numéro quatre cent sept (407) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, contenant environ cinquante acres en superficie—avec toutes les bâties et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Bagotville, MARDI, le SEPTIEME jour de JUIN prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.  
Chicoutimi, 30 avril 1927. 2265—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: }  
No. 787 }

W. LEVESQUE, LI-MITEE, a legal corporation, having its principal place of business in the town of Bagotville; against ALFRED COTE, of Saint Louis de Bagot, farmer.

1. The exact half, West side of lot No. three (3) of the first range, on the official cadastre for the township Simon—with the saw-mill and other buildings thereon erected and dependencies, and also any equipment and accessories for the said mill, forming part of the said immovable.

2. A farm formed of the lot number four hundred and seven (407), on the official cadastre for the parish of Saint Alphonse, containing about fifty acres in area—with all the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of Bagotville, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, April 30, 1927. 2266—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

## CHICOUTIMI

## HULL

*Cour de Circuit.—District de Hull.*

No 777. } WILLIAM G. BLACK, WM.  
G. KENNEDY, de la

cité et du district d'Ottawa, MICHAEL BOYLE  
ET CHAS.-E. LOGUE, de Maniwaki, district  
d'Ottawa, en leur qualité d'exécuteurs en vertu  
du testament de feu Charles Logue, en son vivant  
de Maniwaki, demandeurs; vs PHIL. CARON,  
cultivateur, du canton de Maniwaki, district  
d'Ottawa, défendeur.

Le lot numéro cinquante-deux (52), dans le  
premier rang du canton de Kensington, dans le  
district de Hull—avec les bâtisses dessus érigées  
et les dépendances.

Pour être vendu au bureau d'Enregistrement  
   Hull, le DIXIÈME jour de JUIN prochain,  
   UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. I. ST. PIERRE.  
Hull, 3 mai 1927.

[Première publication, 7 mai 1927]

2305—18-2

*Cour Supérieure.—District de Hull.*

No 352. } DAME CLARA DOWD,  
veuve de feu William

Bradley, en son vivant de Luskville, dans le can-  
ton Eardley, dans le district de Hull, WESLEY  
BRADLEY ET FREEMAN BRADLEY, tous  
de Luskville susdit, demandeurs; vs PATRICK-  
JAMES MULDOON, ci-devant de Luskville  
susdit, maintenant de la cité de Détroit, dans  
l'état du Michigan, l'un des Etats-Unis d'Am  -  
rique, défendeur.

Le lot numéro vingt-sept "B" (27-b), dans le  
douzième rang du canton Eardley, dans le  
comté de Hull, contenant cent (100) acres, plus  
ou moins—avec les édifices dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'  glise paroissiale  
de Eardley, le DIX-HUITIÈME jour de  
JUN prochain, à DEUX heures de l'après-midi  
(heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. I. ST. PIERRE.  
Hull, 3 mai 1927.

[Première publication, 7 mai 1927]

2307—18-2

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } DAME ADELINA  
No 152. } BOULRICE, de la

paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, dis-  
trict d'Iberville, épouse commune en biens de  
Wilfrid Laplante, cultivateur, du même lieu, d  -  
ment autorisée à ester en justice pour les fins des  
présentes, demanderesse; contre le dit WILFRID  
LAPLANTE, défendeur, et EMILE MERIZZI,  
  cui  r, avocat, distrayant.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-  
Patrice-de-Sherrington, district d'Iberville, con-  
nue et désignée aux plan et livre de renvoi offici  ls  
de la dite paroisse de Saint-Patrice-de-Sherring-  
ton, sous le numéro quatre cent vingt-huit

## HULL

*Circuit Court.—District of Hull.*

No. 777. } WILLIAM G. BLACK, WM.  
G. KENNEDY, of the

city and district of Ottawa, MICHAEL BOYLE  
AND CHAS. E. LOGUE, of Maniwaki, district of  
Ottawa, in their capacity of executors under the  
last will and testament of the late Charles Logue,  
in his lifetime of Maniwaki, plaintiffs; vs PHIL.  
CARON, farmer, of the township of Maniwaki,  
district of Ottawa, defendant.

The lot number fifty-two (52), in the first  
range of the township of Kensington, in the dis-  
trict of Hull—with the buildings thereon erected  
and the dependencies.

To be sold at the Registry's office, at Hull,  
the TENTH day of JUNE next, at ONE o'clock  
in the afternoon (Standard Time).

I. ST. PIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.  
Hull, May 3, 1927.

[First publication, May 7, 1927]

2306—18-2

*Superior Court.—District of Hull.*

No. 352. } DAME CLARA DOWD,  
widow of the late Wil-

liam Bradley, in his lifetime of Luskville, in the  
township of Eardley, in the district of Hull,  
WESLEY BRADLEY AND FREEMAN BRAD-  
LEY, all of Luskville aforesaid, plaintiffs; vs  
PATRICK JAMES MULDOON, formerly of  
Luskville aforesaid, now of the city of Detroit, in  
the state of Michigan, one of the United States of  
America, defendant.

The lot number twenty seven "B" (27-b), in  
the twelfth range of the township of Eardley,  
in the county of Hull, containing one hundred  
(100) acres, more or less—with the buildings  
thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church  
of Eardley, the EIGHTEENTH day of JUNE  
next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard  
Time).

I. ST. PIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.  
Hull, May 3, 1927.

[First publication, May 7, 1927]

2308—18-2

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

St. John's, to wit: } DAME ADELINA  
No. 152. } BOULRICE, of the

parish of Saint Patrice de Sherrington, district of  
Iberville, wife common as to property of Wilfrid  
Laplante, farmer, of the same place, duly autho-  
rized to ester en justice for the purposes hereof,  
Plaintiff; against the said WILFRID LAPLAN-  
TE, Defendant, and EMILE MERIZZI, esquire,  
advocate, distracting for costs.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm lying and situate in the parish of Saint  
Patrice de Sherrington, district of Iberville,  
known and designated on the official plan and  
book of reference of the said parish of Saint Pa-  
trice de Sherrington, under number four hundred

(No 428)—avec maison et autres bâties sus-  
érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, district d'Iberville, le SEPTIEME jour de JUIN prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif.  
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.  
Saint-Jean, 4 mai 1927. 2277—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

and twenty-eight (No. 428)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Patrice de Sherrington, district of Iberville, the SEVENTH day of JUNE next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,  
Sheriff's office, Sheriff.  
St. John's, May 4, 1927. 2278—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ISIDORE GRAVEL, de-  
No D-15741 } mandeur; vs FELIX  
HANDGRAVE dit Champagne, en sa qualité  
de tuteur d'émment nommé aux mineurs issus du  
mariage de Achille Lebeau avec feu Dame Marie  
Louise Champagne, et Marguerite Bilodeau,  
Marie-Jeanne Bilodeau, Edmond Bilodeau et  
Henri Bilodeau, enfants mineurs issus du maria-  
ge de Edmond Bilodeau avec la dite Dame  
Marie-Louise Champagne, défendeur, et TELES-  
PHORE DEROME, curateur au délaissement.

Une portion de terre située en la concession de  
la Pinière, dans la paroisse de Laprairie, conte-  
nant environ soixante arpents en superficie, soit  
environ deux arpents en largeur sur trente arpents  
de profondeur, plus ou moins, sans garantie de me-  
sure précise, connue et désignée comme formant  
partie du lot numéro cent cinquante et un (151) des  
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de  
Laprairie, et bornée comme suit: en front par le  
chemin de La Pinière, en profondeur par le che-  
min de la Grande Ligne, du côté sud par le lot  
No 152 et du côté nord par le résidu du lot No  
151; la ligne de division du côté sud de cette por-  
tion de terre, avec celle qui a été donnée par Sieur  
Champagne à Pascal Champagne, se trouve for-  
mée par un ancien fossé actuellement existant—  
sans bâties sur le terrain, mais avec une grange  
érigée sur la portion de terre donnée à Pascal  
Champagne.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le NEUVIEME  
jour de JUIN prochain, à ONZE heures du  
matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 4 mai 1927. 2299—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } J.-H. LEBEUF, LTEE,  
No 25285. } corporation légale-  
ment constituée ayant sa principale place d'affai-  
res dans la ville St-Pierre, district de Montréal,  
demanderesse; vs LAURENT JASMIN, de la  
ville St-Laurent, district de Montréal, défen-  
deur.

1. Un emplacement composé des lots de terre  
sis et situés en la ville St-Pierre, dans le district  
de Montréal, connus et désignés sous les numé-  
ros soixante-huit et soixante-neuf du lot ori-  
ginaire No 120 (120-68 et 69), bornés en front par  
la rue Dumoulin.

2. Un emplacement composé des lots de terre  
connus et désignés sous les numéros deux cent  
dix-neuf et deux cent vingt, aux plan et livre de

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ISIDORE GRAVEL, plain-  
No. D-15741 } tiff; vs FELIX HANDGRA-  
VE dit Champagne, in his quality of tutor duly  
appointed for the minor children issued of the  
marriage of Achille Lebeau with late Dame  
Marie-Louise Champagne, and Marguerite Bilo-  
deau, Marie Jeanne Bilodeau, Edmond Bilodeau  
and Henri Bilodeau, minor children issued of the  
marriage of Edmond Bilodeau and the said Marie  
Louise Champagne, defendant, and TELES-  
PHORE DEROME, curator to the surrender.

A portion of land situate in the concession of  
La Pinière, in the parish of Laprairie, containing  
about sixty arpents in superficies, being about  
two arpents in width by thirty arpents in  
depth, more or less, without guarantee as to pre-  
cise measurements, known and designated as  
forming part of lot number one hundred and fifty  
one (151), on the official plan and book of refer-  
ence of the parish of Laprairie, and bounded as  
follows: in front by the road of La Pinière, in  
depth by the road of the Grande Ligne, on the  
south side by lot No. 152 and to the north side  
by the residue of lot No. 151; the line of division  
on the south side of the said portion of land with  
the one which has been given by Sieur Champagne  
to Pascal Champagne, is formed by an old ditch  
actually existing—without buildings on the land,  
but with a barn erected on the portion of land  
given to Pascal Champagne.

To be sold at the door of the parochial church  
of the parish of Laprairie, the NINTH day of  
JUNE next, at ELEVEN o'clock in the fore-  
noon.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 4, 1927. 2300—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } J. H. LEBEUF, LTEE, a  
No. 25285. } body politic and cor-  
porate having its principal place of business in  
the town of St. Pierre, district of Montreal,  
Plaintiff; vs LAURENT JASMIN, of the town  
of St. Laurent, district of Montreal, Defendant.

1. An emplacement composed of the lots of land  
lying and situate in the town of St. Pierre, in the  
district of Montreal, known and designated under  
numbers sixty eight and sixty nine of original  
lot No. 120 (120-68 and 69); bounded in front  
by Dumoulin Street.

2. An emplacement composed of the lots of  
land known and designated under numbers two  
hundred and nineteen and two hundred and

renvoi officiels du Cadastre de la Paroisse St-Laurent, district de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, sis et situés en la paroisse de St-Laurent, et bornés en front comme suit:

Le dit lot 219, par le chemin de la Côte St-Louis, et le lot No 220 par le dit chemin de la Côte St-Louis, et par le lot No 1 de la subdivision du dit lot No 220; à distraire du dit lot No 220, un lot borné en front vers le nord-ouest par le chemin de la côte St-Louis, en arrière, vers le sud-est, par le dit lot No 220, de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot No 219, mesurant un arpent en front par trois quarts d'arpent de profondeur, plus ou moins, le dit emplacement portant le No 1 de la subdivision du dit lot originaire No 220—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$95.80 quant au paragraphe No 1, et \$600.00 quant au paragraphe No 2, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Bruneau, daté le 30 avril 1927.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 3 mai 1927. 2301—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: J. T. HAMMOND *et al*, Ré-No 387, ex-parte. J. clamants; vs TITLE GUARANTEE & TRUST CORPORATION OF CANADA, LIMITED, Déposante, et le dit J. T. HAMMOND, requérant; et TITLE GUARANTEE TRUST & CORPORATION OF CANADA, LIMITED *et al*, Intimés; et le TRE-SORIER DE LA PROVINCE, mis en cause.

Comme appartenant à J. T. Hammond:

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Spring Grove, en la cité d'Outremont, comprenant:

(a) Les numéros de subdivision quarante-quatre, quarante-cinq et quarante-six de la subdivision du lot numéro dix-huit (Nos 18-44, 45 et 46), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant, la dite subdivision quarante-quatre, une superficie de 4296 pieds carrés, la dite subdivision quarante-cinq, une superficie de 3712 pieds carrés, et la dite subdivision quarante-six, une superficie de 3808, mesure anglaise, et plus ou moins.

(b) Les subdivisions trente, trente et un et trente-deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept (17-30, 31 et 32), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant, la subdivision trente, une superficie de 1473 pieds carrés, la dite subdivision trente et un, une superficie de 1287 pieds carrés, et la subdivision trente-deux, une superficie de 1309 pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

(c) La subdivision cent quatorze de la subdivision officielle du numéro seize (No 16-114), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 40 de la dite avenue Spring Grove, et le garage.

Pour être vendus en bloc, comme une seule propriété, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$2,280.00 sera exigé de tout offrant

twenty, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St. Laurent, district of Montreal—with the buildings thereon erected, lying and situate in the parish of St. Laurent and bounded in front as follows:

The said lot 219 by the road of Côte St. Louis and the lot No. 220 by the said road of Côte St. Louis and by lot No. 1 of the subdivision of said lot No. 220; to be deducted from said lot No. 220 a lot bounded in front on the northwest by the road of Côte St. Louis, in rear on the southeast by said lot No. 220, on the other side to the southwest, by lot No. 219, measuring one arpent in front by three quarters of an arpent in depth, more or less, the said emplacement bearing No. 1 of the subdivision of said original lot No. 220—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$95.80 as to paragraph No. 1 and \$600.00 as to paragraph No. 2 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 30th of April, 1927.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, May 3, 1927. 2302—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: J. T. HAMMOND *et al*, No. 387, ex-parte. J. Claimants; vs TITLE GUARANTEE & TRUST CORPORATION OF CANADA, LIMITED, Deposant; and said J. T. HAMMOND, Petitioner; and TITLE GUARANTEE & TRUST CORPORATION OF CANADA, LIMITED *et al*, Respondents; and the PROVINCIAL TREASURER, *mis en cause*.

As belonging to J. T. Hammond:

That certain emplacement fronting on Spring Grove Avenue, in the city of Outremont, composed of:

(a) Subdivision numbers forty-four, forty-five and forty-six of the subdivision of lot number eighteen (Nos. 18-44, 45 and 46), on the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal; containing, said subdivision forty-four, an area of 4296 square feet, said subdivision forty-five, an area of 3712 square feet and said subdivision forty-six, an area of 3808 English measure and more or less;

(b) Subdivisions thirty, thirty-one and thirty-two of the official subdivision of lot number seventeen (17-30, 31 and 32), on the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal, containing, subdivision thirty, an area of 1473 square feet, said subdivision thirty-one, an area of 1287 square feet, and said subdivision thirty-two, an area of 1309 square feet, the whole English measure and more or less.

(c) Subdivision one hundred and fourteen of the official subdivision of number sixteen (No. 16-114), on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing civic No. 40 of said Spring Grove Avenue, and garage.

To be sold "en bloc" as a single property, at my office, in the city of Montreal, on the NINE-TEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,280.00 shall be exacted from

ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Bruneau, en date du 17e jour de mars 1927.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, le 12 avril 1927. 1927—15-2  
[Première publication, 16 avril 1927]

# FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME DONALDA  
No A 12463. } PELLETIER, de  
la cité et du district de Montréal, épouse séparée  
de biens de Cléophas Pépin, rentier, du même  
lieu, et ce dernier tant personnellement que pour  
autoriser son épouse aux fins des présentes, et  
DAME THERESA BRITTON, de la cité et du  
district de Montréal, veuve de Gustave Lan-  
derman, en son vivant, rentier, de l'Abord-à-  
Plouffe, district de Montréal, tant en sa qualité  
d'usufruitière que d'exécutrice testamentaire,  
demandeurs; vs JOSEPH RHEAUME, indus-  
triel, de la cité et du district de Montréal, tant  
personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur  
testamentaire, JOSEPH-M. RHEAUME, bri-  
quetier, du même lieu, tant personnellement  
qu'en sa qualité de curateur aux biens de Pierre  
et Wilfrid Rheume, DAME LYDIA RHEAU-  
ME, de la cité et du district de Montréal, veuve  
de Célestin Guay, en son vivant, journalier, du  
même lieu, DAME DESNEIGES RHEAUME,  
de la cité et du district de Montréal, épouse  
commune en biens de Gaudias Chabot, journa-  
lier, du même lieu, et ce dernier tant personnell-  
ement que pour autoriser son épouse aux fins  
des présentes, DAME EULALIE RHEAUME,  
de la cité et du district de Montréal, épouse  
commune en biens de Achille Desroches, journa-  
lier, du même lieu, et ce dernier tant personnell-  
ement que pour autoriser son épouse aux fins des  
présentes, DAME ALEXANDRA RHEAUME,  
de la cité et du district de Montréal, épouse  
commune en biens de Roch Limoges, garagiste,  
du même lieu, et ce dernier tant personnellement  
que pour autoriser son épouse aux fins des pré-  
sentes, défendeurs:

"Deux lots de terre connus et désignés sous  
les numéros sept cent quarante-neuf et sept cent  
cinquante de la subdivision du lot originaire cent  
quatre-vingt-trois (183-749 et 750), sur le plan  
et au livre de renvoi officiels du village incorporé  
de la côte de la Visitation, contenant ensemble  
cinquante et un pieds et onze pouces de largeur  
par une profondeur d'environ soixante-dix-huit  
pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec les  
bâtisses dessus érigées et les servitudes actives  
et passives s'y rattachant, ayant front sur la rue  
Bourbonnière, en la cité de Montréal".

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI  
prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 12 avril 1927. 1929—15-2  
[Première publication, le 16 avril 1927]

# FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } SIDNEY POSNER et  
No C-14672 } GEORGE POSNER,  
plombiers, tous deux de la cité et du district de  
Montréal, et y faisant affaires ensemble en so-  
ciété sous le nom et la raison sociale de "POSNER  
BROS.", demandeurs; vs A. HANDFIELD, de  
la cité et du district de Montréal, défendeur.

each and every bidder before receiving his bid,  
pursuant to a judgment of Hon. Judge Bruneau,  
dated 17th day of March, 1927.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, April 12th, 1927. 1928—15-2  
[First publication, April 16, 1927]

# FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME DONALDA  
No. A 12463. } PELLETIER, of  
the city and district of Montreal, wife separate  
as to property of Cleophas Pepin, annuitant,  
of the same place, and the latter both personally  
and to authorize his wife for the purposes herein,  
and DAME THERESA BRITTON, of the city  
and district of Montreal, widow of Gustave Lan-  
derman, in his lifetime, annuitant, of l'Abord à  
Plouffe, district of Montreal, both in her quality  
of usufructuary and of testamentary executrix,  
plaintiffs; vs JOSEPH RHEAUME, manufac-  
turer, of the city and district of Montreal, both  
personally and in his quality of testamentary  
executor, JOSEPH M. RHEAUME, bricklayer,  
of the same place, both personally and in his  
quality of curator to the property of Pierre and  
Wilfrid Rheume, DAME LYDIA RHEAUME,  
of the city and district of Montreal, widow of  
Celestin Guay, in his lifetime, labourer, of the  
same place, DAME DESNEIGES RHEAUME,  
of the city and district of Montreal, wife common  
as to property of Gaudias Chabot, labourer, of  
the same place, and the latter both personally  
and to authorize his wife for the purposes herein,  
DAME EULALIE RHEAUME, of the city and  
district of Montreal, wife common as to property  
of Achille Desroches, labourer, of the same place,  
and the latter both personally and to authorize  
his wife for the purposes herein, DAME ALEX-  
ANDRA RHEAUME, of the city and district  
of Montreal, wife common as to property of  
Roch Limoges, garage-owner, of the same place,  
and the latter both personally and to assist his  
wife for the purposes herein, defendants:

Two lots of land known and designated under  
numbers seven hundred and forty nine and seven  
hundred and fifty of the subdivision of the original  
lot one hundred and eighty three (183-749 and  
750), on the official plan and book of reference  
for the incorporated village of Cote de la Visita-  
tion, measuring together fifty one feet and eleven  
inches in width by a depth of about seventy  
eight feet, English measure and more or less—  
with the buildings thereon erected and the ser-  
vitudes active and passive attached thereto,  
fronting on Bourbonnière Street, in the city of  
Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal,  
on the NINETEENTH day of MAY next, at  
THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, April 12, 1927. 1930—15-2  
[First publication, April 16, 1927]

# FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } SIDNEY POSNER and  
No. C-14672 } GEORGE POSNER,  
plumbers, both of the city and district of Mon-  
treal and there carrying on business together in  
partnership, under the firm name and style of  
"Posner Bros.", plaintiffs; vs A. HANDFIELD, of  
the city and district of Montreal, defendant.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Des Erables en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros huit cent soixante-seize et huit cent soixante-dix-sept de la subdivision du lot numéro cent soixante et un (161-876 & 877) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte de la Visitation—avec bâtisses y érigées, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 12 avril 1927. 1931—15-2  
[Première publication, 16 avril 1927]

Two lots of land fronting on Des Erables Street, in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers eight hundred and seventy six and eight hundred and seventy seven of the subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-876 & 877), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with buildings thereon erected, as the whole actually exists and the active and passive, apparent and occult servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.  
Montreal, April 12, 1927. 1932—15-2  
[First publication, April 16th 1927]

## ROBERVAL

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } CHARLES SAUVA-  
District de Roberval, } GEAU, de Saint-  
No 3974. } Casimir, mécanicien,  
demandeur; vs ADELARD SIMARD, de Saint-  
Méthode, fromager, défendeur, à savoir:

Un certain terrain ou emplacement de quatre-vingt-dix pieds carrés, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize, du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent (No 16, R. 6)—avec la fromagerie dessus construite, et l'outillage servant à son exploitation, appartenances et dépendances; borné en front au sud-ouest au chemin public, au sud-est par le lot numéro quinze, au nord-est et au nord-ouest au résidu du dit lot numéro seize, appartenant à Joseph-Arthur Bouchard ou représentants, et toutes autres bâtisses érigées sur ce terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, MARDI, le SEPTIEME jour de JUIN prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.  
Roberval, 2 mai 1927. 2303—18-2  
[Première publication, 7 mai 1927]

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } REVEREND WIL-  
District de Roberval, } LIAM TREM-  
No 5400, à savoir: } BLAY, Curé de  
Chambord, demandeur; vs LEON FORTIER,  
cultivateur, d'Albanel, défendeur, à savoir:

"Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro treize (No 13), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Albanel, de la contenance d'environ cent acres en superficie—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie-d'Albanel, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.  
Roberval, le 12 avril 1927. 1949—15-2  
[Première publication, le 16 avril 1927]

## ROBERVAL

## FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CHARLES SAUVA-  
District of Roberval, } GEAU, of Saint-  
No. 3974. } Casimir, machinist,  
plaintiff; vs ADELARD SIMARD, of Saint-  
Méthode, cheese-maker, defendant, to wit:

A certain lot of land or emplacement of ninety square feet, forming part of the lot of land known and designated under number sixteen of the sixth range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Parent (No. 16, R. 6)—with the cheese factory thereon erected and the equipment used for its exploitation, appurtenances and dependencies; bounded in front on the southwest by the public road, on the southeast by lot number fifteen, on the northeast and northwest by the residue of said lot number sixteen, belonging to Joseph Arthur Bouchard or representatives and all other buildings thereon erected on the said land.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Méthode, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Roberval, May 2, 1927. 2304—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

## FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } REVEREND WIL-  
District of Roberval, } LIAM TREM-  
No. 5400, to wit: } BLAY, Cure of  
Chambord, plaintiff; vs LEON FORTIER,  
farmer, of Albanel, defendant, to wit:

That lot of land now known and designated under number thirteen (No. 13), on the official cadastral plan and book of reference for the sixth range of the township Albanel, containing about one hundred acres in area—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Lucie d'Albanel, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next, 1927, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Roberval, April 12, 1927. 1950—15-2  
[First publication, April 16, 1927]

## SAINT-FRANÇOIS

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

No 742. CHARLES-C. CABANA, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat et procureur, demandeur; contre HECTOR CHENETTE, autrefois du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, maintenant de la ville de Holyoke, dans l'état du Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Les lots trois-d, et quatre e (3d et 4e), dans le deuxième rang du canton de Barnston, et les lots trois b, trois c, trois d, quatre a, et quatre b (3b, 3c, 3d, 4a, et 4b), dans le troisième rang du dit canton de Barnston, tels qu'ils apparaissent sur le plan cadastral officiel et le livre de références dudit canton de Barnston—avec les bâtisses et améliorations érigées sur iceux.

Un dépôt de 10% sera exigé de tout offrant ou enchérisseur en vertu de l'article 749 du Code de Procédure Civile.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.  
Sherbrooke, 2 mai 1927. 2279—18-2  
[Première publication, le 7 mai 1927]

## SAINT FRANCIS

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

No. 742. CHARLES C. CABANA, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate and attorney, plaintiff; against HECTOR CHENETTE, heretofore of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, now of the town of Holyoke, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

Lots three d and four e (3d and 4e), in the second range of the township of Barnston, and lots three b, three c, three d, four a and four b (3b, 3c, 3d, 4a and 4b), in the third range of the said township of Barnston, such as they appear on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Barnston—with the buildings and improvements thereon erected.

A deposit of 10% shall be exacted from every bidder under article 749 of the Code of Civil Procedure.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Wilfrid de Barnston (Kingscroft), on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, May 2, 1927. 2280—18-2  
[First publication, May 7, 1927]

## TROIS-RIVIÈRES

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: WELIE BOIS-  
No 244. VERT, de-  
mandeur; vs WILSON MASSICOTTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de St-François-Xavier-de-Batiscan, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent neuf (P. No 109) du cadastre officiel de la paroisse de St-François-Xavier-de-Batiscan, prenant son front à dix-huit pieds du terrain du Pacifique Canadien, et étant à vingt pieds au sud-est d'un fossé qui passe au centre du dit lot numéro cent neuf ou de la terre de P. Frigon, contenant, le dit emplacement, quarante-cinq pieds de large sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise; borné en front, le dit emplacement, à dix-huit pieds du terrain du Pacifique Canadien; en profondeur et des autres côtés à Prosper Frigon ou au résidu du dit lot numéro cent neuf—avec maison et dépendances dessus construites, avec droit de passage sur la partie du dit lot No 109 qui se trouve vers l'ouest du dit emplacement, pour communiquer avec la barrière donnant du terrain de Prosper Frigon à celui du Pacifique Canadien pour donner communication avec le village dit de la Station. A la charge par l'acquéreur d'enclorre le dit emplacement à ses frais partout où il sera voisin de Prosper Frigon seulement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-François-Xavier-de-Batiscan, dans

## THREE RIVERS

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: WELIE BOISVERT  
No. 244. Plaintiff; vs WILSON MASSICOTTE, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of St-François Xavier de Batiscan, known and designated as forming part of the lot of land number one hundred and nine (Pt. No. 109) of the official cadastre of the parish of St-François Xavier de Batiscan, fronting on at eighteen feet from the land of the Canadien Pacific and being at twenty feet on the southeast of a ditch which passes through the center of the said lot number one hundred and nine or of the land of P. Frigon, the said emplacement containing forty five feet in width by one hundred and eighty feet in depth, the whole English measure; the said emplacement being bounded in front by eighteen feet of the land of the Canadien Pacific, in depth and on the other sides by Prosper Frigon or by the residue of said lot number one hundred and nine—with a house and dependencies thereon erected, with the right of way on part of said lot No. 109 which is on the west of the said emplacement, to communicate with the gate leading from the land of Prosper Frigon to that of the Canadien Pacific to give communication with the village called "de la Station". Subject to the charge by the purchaser to fence in the said emplacement at his expense, wherever he shall be next to Prosper Frigon only.

To be sold at the door of the church of the parish of St-François-Xavier de Batiscan, in the

le comté de Champlain, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1927, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.  
Trois-Rivières, 11 avril 1927. 1933-15-2  
[Première publication, 16 avril, 1927]

county of Champlain, the SEVENTEENTH day of MAY next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, April 11, 1927. 1934-15-2  
[First publication, April 16th, 1927]

## Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 18 février 1927.

M. Jean Lafontaine, de la cité de Montréal, commis au greffe de la paix du district de Montréal.

Québec, le 20 avril 1927.

M. J.-A. Barolet, de Joliette, médecin, Camille Barrette, de Joliette, commissaires pour l'érection civile de paroisses du diocèse de Joliette.

2229

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 21 avril 1927.

L'Honorable Louis Boyer, de la cité de Montréal, juge de la Cour Supérieure de Notre Province, commissaire pour composer la commission royale créée pour s'enquérir des circonstances de l'incendie du Théâtre "Laurier Palace" et de certaines autres matières d'intérêt général, énumérées dans la loi 17 George V, chapitre 10.

M. Edouard Tellier, de la cité de Montréal, avocat, secrétaire de la commission royale créée pour s'enquérir des circonstances de l'incendie du théâtre "Laurier Palace" et de certaines autres matières d'intérêt général, énumérées dans la loi 17 George V, chapitre 10.

Québec, le 25 avril 1927.

M. Homère Fauteux, de la cité de Montréal, député-registrateur au bureau d'enregistrement de la division de Montréal.

2231

Avis est par le présent donné que M. Arthur Godbout, Magistrat de District, de St-Georges-de-Beauce, a été nommé Président de la Commission du Lac-St-Jean, et que Mgr Joseph-Charles Allard, P.A., curé de Ste-Martine, Co. Châteauguay, et Emile Gagnon, cultivateur, de St-Louis-de-Chambord, Co. Lac-St-Jean, ont été nommés membres de la dite Commission; qu'ils ont prêté serment ce jour, et qu'ils tiendront leur première séance au palais de justice, en la ville de Roberval, district de Roberval, à DIX heures de l'avant-midi, le DIX MAI mil neuf cent vingt-sept.

Québec, 3 mai 1927.

J.-A. PLOURDE,

Sec. de la Commission du  
Lac-St-Jean.

2275

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, 2 mai 1927.

M. Arthur Godbout, de Saint-Georges-de-Beauce, magistrat de district, membre et pré-

His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 18, 1927.

Jean Lafontaine, of the city of Montreal, to be Clerk in the office of the peace for the district of Montreal.

Quebec, April 20, 1927.

J. A. Barolet, of Joliette, physician, Camille Barrette, of Joliette, to be Commissioners for the civil erection of the parishes of the diocese of Joliette.

2230

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 21, 1927.

The Honourable Louis Boyer, of the city of Montreal, judge of the Superior Court of Our Province, to be a Commissioner to compose the Royal Commission created to inquire into the circumstances of the burning of the "Laurier Palace" theatre and certain other matters of public interest, enumerated in the Act 17, George V, chapter 10.

Edouard Tellier, of the city of Montreal, advocate, to be secretary of the Royal Commission created to inquire into the circumstances of the burning of the "Laurier Palace" theatre and certain other matters of public interest, enumerated in the Act 17, George V, chapter 10.

Quebec, April 25, 1927.

Homere Fauteux, of the city of Montreal, to be Deputy-Registrar in the registration office for the division of Montreal.

2232

Notice is hereby given that Mr Arthur Godbout, District Magistrate, of St. George de Beauce, has been appointed President of the Lake St. John Commission and that Mgr Joseph Charles Allard, P.A., Curé of Ste. Martine, Co. Châteauguay, and Emile Gagnon, farmer, of St. Louis de Chambord, Co. Lake St. John, have been appointed members of the said Commission; that they have this day been sworn in and that they shall hold their first meeting at the Court House, in the town of Roberval, district of Roberval, at TEN o'clock in the forenoon, on the TENTH of MAY, nineteen hundred and twenty seven.

Québec, May 3, 1927.

J. A. PLOURDE,

Secretary of the Lake  
St. John Commission.

2276

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, May 2nd, 1927.

Mr. Arthur Godbout, of Saint Georges de Beauce, district magistrate, a member and pre-

dent de la Commission royale créée pour fixer les indemnités exigibles à raison de l'élévation des eaux par les larrages à la Grande-Décharge et à la Petite-Décharge du Lac Saint-Jean. Monseigneur Joseph-Charles Allard, curé de Sainte-Martine, protonotaire apostolique, président des missionnaires agricoles de la province de Québec. M. Emile Gagnon, de Chambord, cultivateur, membres de ladite Commission, et M. J.-A. Plourde, de Métabetchouan, notaire, secrétaire de ladite Commission. 2311

sident of the Royal Commission created to determine the compensation exigible on account of the raising of the water by the dams at the Grande Décharge and Petite Décharge of Lake St. John. Monsignor Joseph Charles Allard, curé of Sainte Martine, apostolic protonotary, head of the agricultural missionaries of the Province of Quebec, Mr. Emile Gagnon, of Chambord, farmer, members of the said Commission, and Mr. J. A. Plourde, of Metabetchouan, notary, secretary of the said Commission. 2312

### Proclamation

Canada.  
Province de Québec.  
[L.S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers. Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner —SALUT.

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 2 du chapitre 261 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie de ces localités, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan, qui est signé par le Ministre, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ;

### Proclamation

Canada,  
Province of Quebec.  
[L.S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern —GREETING.

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, in virtue of the provisions of article 2 of chapter 261 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan, which is signed by the Minister, remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the

et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant, sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168 dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné dans l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer, au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartiennent, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immovable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed, in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166".

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi du cadastre renouvelé de cette partie du canton de Normandin, maintenant Village de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi, certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard desdits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 2 du chapitre 261, des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, exprimé dans un décret en date du 19 avril 1927, a fixé le 16ième jour du mois de mai courant (1927), comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean relativement au cadastre renouvelé de cette partie du canton de Normandin, maintenant village de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, faisant partie de ladite deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean.

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir dudit seizième jour du mois de mai courant, (1927), les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, relativement au cadastre renouvelé de cette partie du canton de Normandin, maintenant village de Normandin, comté du Lac-Saint-Jean.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, sur des immeubles situés dans cette partie du canton de Normandin,

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166".

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, a plan and book of reference of the renewed cadastre for that part of the township of Normandin, now village of Normandin, county of Lake Saint John, second registration division of the county of Lake Saint John.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office: AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference, certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, has been deposited in the registry office of the second registration division of the county of Lake Saint John and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 2 of chapter 261 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and with these of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, expressed in an order dated April 19, 1927, has fixed the sixteenth day of the month of May instant, 1927, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration division of the county of Lake Saint John, relating to the renewed cadastre for that part of the township of Normandin, now village of Normandin, county of Lake Saint John, forming part of the said second registration division of the county of Lake Saint John.

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said sixteenth day of the month of May instant, 1927, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration division of the county of Lake Saint John, relating to the renewed cadastre of that part of the township of Normandin, now village of Normandin, county of Lake Saint John.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said second registration division of the county of Lake Saint John, on immoveable property situate in that part of the township of Normandin, now village of

maintenant village de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, de les renouveler dans les deux ans qui suivront ledit seizième jour du mois de mai courant, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code Civil.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nosdits sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce TROISIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,  
2297 C.-J. SIMARD.

Normandin, county of Lake Saint John, to renew the same within the period of two years after the said sixteenth day of the month of May instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our Province of Quebec, this THIRD day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty seven and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

2298 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Département de l'Instruction Publique

## Department of Public Instruction

No 751-26.

Québec, 3 mai 1927.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril 1927, de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, comté de Sherbrooke, les lots Nos 24 à 27 inclusivement du rang 13 du canton d'Orford; les lots Nos 24 à 26 inclusivement du rang 12 du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Magog, canton, pour les catholiques seulement, dans le comté de Stanstead.

2285

No. 751-26

Quebec, May 3, 1927.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council dated April 28, 1927, to detach from the School municipality of Orford, county of Sherbrooke, lots Nos. 24 to 27 inclusively of range 13 of the township of Orford; lots Nos. 24 to 26 inclusively of range 12 of the same township, and to annex the same, for Catholics only, to the school municipality of Magog township, in the county of Stanstead.

2286

No 123-27.

Québec, 4 mai 1927.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 28 avril 1927, de détacher des municipalités scolaires de Aubert-Gallion et de Saint-François, comté de Beauce, tout le territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame-de-la-Providence, telle qu'érigée par proclamation officielle en date du 29 juin 1926, insérée dans la "Gazette Officielle" de Québec, du 3 juillet 1926, à la page 2314, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Notre-Dame-de-la-Providence", même comté.

2287

No. 123-27.

Quebec, May 4, 1927.

His Honour the Lieutenant-Governor-in-Council has been pleased, by Order-in-Council dated April 28, 1927, to detach from the School Municipalities of Aubert Gallion and Saint François, county of Beauce, the whole of the territory which actually forms the parish of Notre-Dame de la Providence, such as erected by official proclamation dated June 29, 1926, inserted in the Quebec Official Gazette on July 3, 1926, at page 2314, and to erect the whole of such territory into a separate School Municipality, under the name of Notre Dame de la Providence, same county.

2288

No 121-27.

Québec, 3 mai 1927.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril 1927, de détacher de la municipalité scolaire de Repentigny, comté de l'Assomption, les lots Nos 1 à 9 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption, et de les annexer à la municipalité scolaire de la "ville de l'Assomption", dans le comté du même nom.

2289

No. 121-27.

Quebec, May 3, 1927.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council dated April 28, 1927, to detach from the school municipality of Repentigny, county of l'Assomption, lots Nos. 1 to 9 inclusively on the official cadastre for the parish of l'Assomption, and to annex the same to the school municipality of "Ville de l'Assomption", in the county of the same name.

2290

No 123-27.

## ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Providence, publié dans la "Gazette Officielle" de Québec, du 2 avril 1927, à la page 1164, dans celle du 9 avril 1927 à la page 1234, dans la 2e ligne, après le mot "scolaires", il faut lire Aubert-Gallion au lieu de Saint-Georges, paroisse.

2291

No. 123-27.

## ERRATUM

In the notice concerning the School Municipality of Notre Dame de la Providence, published in the "Quebec Official Gazette" of April 2, 1927, at page 1164, in that of April 9, 1927, at page 1234, in the 2nd line, after the words "municipalities of" read Aubert-Gallion instead of Saint Georges, parish.

2292

## Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Yamaska, sous le nom de "La Société des Patrons de la Fromagerie et Beurrerie du rang Bas du Pays Brûlé, paroisse de la Baie-du-Febvre, comté d'Yamaska", avec sa principale place d'affaires à la Baie-du-Febvre, dans le comté d'Yamaska.

Le ministre de l'Agriculture autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,  
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, 3 mai, 1927.

2283

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been formed in the county of Yamaska, under the name of "La Société des Patrons de la Fromagerie et Beurrerie du rang Bas du Pays Brûlé, paroisse de la Baie du Febvre, comté d'Yamaska", with its principal place of business at La Baie du Febvre, in the county of Yamaska.

The minister of Agriculture authorizes the formation of the said society.

J. ANTONIO GRENIER,  
Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, May 3, 1927.

2284

## Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 42. Dans l'affaire de Georges Asselin, manufacturier de portes et châssis, demeurant à Coteau Station, comté de Soulanges, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quarante-cinq (p. No 245) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ignace-du-Coteau-du-Lac; borné en front par le chemin public, en arrière par la rivière Delisle, d'un côté par un chemin de vingt pieds de large voisin de Josephus Lalonde, lequel chemin sera pris sur la partie du lot No 245 et se trouvera situé entre le terrain de Josephus Lalonde et le terrain présentement vendu, et de l'autre côté par J. Asselin, lequel terrain mesure quatre cent soixante-quinze pieds de front sur le chemin, et deux cent quinze pieds dans la ligne dudit chemin réservé, et tel qu'enclos dans l'autre ligne, lequel terrain est de figure irrégulière, et toutes bâtisses dessus érigées, et toutes machineries attachées audit immeuble comme en faisant partie, tel que: un moteur à gazoline No 155519 M. P. M. 7HP, une machine Bournival Combinée (Scie, planeur et ciseleur), un tour à bois sur base de 3 x 8 x 16 avec têtes courrois et poulies, une sableuse 3 x 8, un mortaiseur avec courroies et poulies.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 25 mars 1927, portant le No 42 des dossiers de ladite Cour, suivant les dispositions de la Loi de faillite, article 20, par. 4 et seq., ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Coteau Station, dans le comté de Soulanges, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent vingt-sept, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

## Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 42. In the matter of Georges Asselin, sash and door manufacturer, residing at Coteau Station, county of Soulanges, Que.,

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A lot of land known and designated as forming part of lot number two hundred and forty five (pt. No. 245) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac; bounded in front by the public road, in the rear by the river Delisle, on one side by a road twenty feet in width, neighboring Josephus Lalonde, which said road shall be taken on the part of lot No. 245 and shall be situate between the land of Josephus Lalonde and the land presently sold, and on the other side by J. Asselin, such land measuring four hundred and seventy five feet in front, on the road, and two hundred and fifteen feet in the line of the reserved road, and such as fenced in, in the other line, such lot of land being of irregular outline, and all buildings thereon erected, and any machinery attached to the said immovable as forming part thereof, such as: a gazoline engine No. 155519 M. P. M. 7HP, a Compound Bournival machine (saw, planer and carver) a wood-lathe on base of 3 x 8 x 16 with head-stocks, belting and pulleys, a sand polishing machine 3 x 8, a slotting machine with belting and pulleys.

Shall be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in bankruptcy, rendered March 25th, 1927, and bearing the No. 42, of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and seq., and having the effect of a sheriff's sale at the door of the parochial church of Coteau Station, in the county of Soulanges, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and twenty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon (standard time).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 4 mai 1927.

2309—18-2

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19, Saint James Street, Montreal.

Montreal, May 4th, 1927. 2310—18-2

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 18

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Dame Abramovitch vs Yanofsky..... | 1547 |
| " Bastien vs Deschamps.....       | 1548 |
| " Edson vs Moulton.....           | 1547 |
| " Levine vs Rothchild.....        | 1547 |
| " Masson vs Arnold.....           | 1548 |
| " Vaudrin vs Martel.....          | 1547 |

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

|                        |      |
|------------------------|------|
| Adams vs Boisvert..... | 1548 |
| Sheehy vs Harvey.....  | 1548 |

### ANNONCEURS:—Avis aux.....

1515

### ASSURANCES:—

|                                                     |      |
|-----------------------------------------------------|------|
| American Insurance Company.....                     | 1544 |
| Cie d'ass. mutuelle de St-Pierre, La<br>Patrie..... | 1544 |
| Family Trust.....                                   | 1544 |
| Great American Ins. Co. of New York.....            | 1544 |
| Suspension de Cies Ass. Mutuelles.....              | 1545 |
| The British Oak Insurance Co., Ltd.....             | 1545 |

### BUREAU-CHEF:—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Hall Corporation of Canada..... | 1549 |
|---------------------------------|------|

### CHARTER—ABANDON DE:—

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Rutherford & Company, Ltd..... | 1549 |
| The Holmes Co., Ltd.....       | 1549 |

### COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Banet Phillips Company..... | 1549 |
| Bridgens, Limited.....      | 1550 |
| Monypenny Bros, Ltd.....    | 1550 |

### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| St-David-de-l'Aube-Rivière..... | 1545 |
| St-Thomas-d'Aquin.....          | 1546 |

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

|                                           |      |
|-------------------------------------------|------|
| Erratum: Notre-Dame-de-la-Providence..... | 1570 |
| Municipalité scolaire de Magog.....       | 1569 |
| Notre-Dame-de-la-Providence.....          | 1569 |
| Notre-Dame-des-Quinze.....                | 1546 |
| Ville de l'Assomption.....                | 1569 |

### LETTRES PATENTES:—

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Abitibi Transportation Co., Ltd..... | 1516 |
| Café St-Jacques, Limitée.....        | 1517 |
| Canadian Farms Dealer, Limited.....  | 1518 |

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Dame Abramovitch vs Yanofsky..... | 1547 |
| " Bastien vs Deschamps.....       | 1548 |
| " Edson vs Moulton.....           | 1547 |
| " Levine vs Rothchild.....        | 1547 |
| " Masson vs Arnold.....           | 1548 |
| " Vaudrin vs Martel.....          | 1547 |

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

|                        |      |
|------------------------|------|
| Adams vs Boisvert..... | 1548 |
| Sheehy vs Harvey.....  | 1548 |

### ADVERTISERS:—Notice to.....

1515

### INSURANCES:—

|                                                     |      |
|-----------------------------------------------------|------|
| American Insurance Company.....                     | 1544 |
| Cie d'ass. mutuelle de St-Pierre, La<br>Patrie..... | 1544 |
| Family Trust.....                                   | 1544 |
| Great American Ins. Co. of New York.....            | 1544 |
| Suspension of Mutual Ins. Co's.....                 | 1545 |
| The British Oak Insurance Co., Ltd.....             | 1545 |

### CHIEF-OFFICE:—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Hall Corporation of Canada..... | 1549 |
|---------------------------------|------|

### CHARTER—SURRENDES OF:—

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Rutherford & Company, Ltd..... | 1549 |
| The Holmes Co., Ltd.....       | 1549 |

### COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Banet Phillips Company..... | 1549 |
| Bridgens, Limited.....      | 1550 |
| Monypenny Bros, Ltd.....    | 1550 |

### DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| St-David-de-l'Aube-Rivière..... | 1545 |
| St-Thomas-d'Aquin.....          | 1546 |

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

|                                           |      |
|-------------------------------------------|------|
| Erratum: Notre-Dame-de-la-Providence..... | 1570 |
| School municipality of Magog.....         | 1569 |
| Notre-Dame-de-la-Providence.....          | 1569 |
| Notre-Dame-des-Quinze.....                | 1546 |
| Town of L'Assomption.....                 | 1569 |

### LETTERS PATENT:—

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Abitibi Transportation Co., Ltd..... | 1516 |
| Café St-Jacques, Limitée.....        | 1517 |
| Canadian Farms Dealer, Limited.....  | 1518 |

|                                                                                                                                             |      |                                                                                                                                              |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Club Outremont, Inc.—Outremont Club,<br>Inc.....                                                                                            | 1521 | Club Outremont, Inc.—Outremont Club,<br>Inc.....                                                                                             | 1521 |
| Confederated Securities, Limited.....                                                                                                       | 1523 | Confederated Securities, Limited.....                                                                                                        | 1523 |
| Cremazie Political Club, Inc.....                                                                                                           | 1523 | Cremazie Political Club, Inc.....                                                                                                            | 1523 |
| European Manufacturers, Limited.....                                                                                                        | 1525 | European Manufacturers, Limited.....                                                                                                         | 1525 |
| Kneen & Frechette, Limited.....                                                                                                             | 1527 | Kneen & Frechette, Limited.....                                                                                                              | 1527 |
| Marshall Import Co., Ltd.....                                                                                                               | 1531 | Marshall Import Co., Ltd.....                                                                                                                | 1531 |
| Megantic Armoury Association—Asso-<br>ciation du Manège Militaire de Mégan-<br>tic.....                                                     | 1532 | Megantic Armoury Association—Asso-<br>ciation du Manège Militaire de Mégan-<br>tic.....                                                      | 1532 |
| Red Diamond Taxi Association, Ltd.....                                                                                                      | 1530 | Red Diamond Taxi Association, Ltd.....                                                                                                       | 1530 |
| Rent-A-Car Corporation.....                                                                                                                 | 1533 | Rent-A-Car Corporation.....                                                                                                                  | 1533 |
| Shawbridge Lumber Co., Ltd.....                                                                                                             | 1535 | Shawbridge Lumber Co., Ltd.....                                                                                                              | 1535 |
| The Neverip Shirt Co., Ltd.....                                                                                                             | 1537 | The Neverip Shirt Co., Ltd.....                                                                                                              | 1537 |
| Universal Insurance Agencies, Ltd.....                                                                                                      | 1539 | Universal Insurance Agencies, Ltd.....                                                                                                       | 1539 |
| Westmount Development Co.....                                                                                                               | 1540 | Westmount Development Co.....                                                                                                                | 1540 |
| LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—                                                                                                          |      | SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—                                                                                                               |      |
| L'Union Catholique des Voyageurs de<br>Commerce de Québec.....                                                                              | 1543 | L'Union Catholique des Voyageurs de<br>Commerce de Québec.....                                                                               | 1543 |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—                                                                                                                |      | DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—                                                                                                                  |      |
| Cercle Agricole de la municipalité de<br>Taschereau.....                                                                                    | 1547 | Farmers' Club of the municipality of<br>Taschereau.....                                                                                      | 1547 |
| La Société des Patrons de la Fromagerie<br>et Beurrerie du rang Bas du Pays Brûlé<br>paroisse de la Baie-du-Febvre, comté<br>d'Yamaska..... | 1570 | La Société des Patrons de la Fromagerie<br>et Beurrerie du rang Bas du Pays Brûlé<br>parish of the Baie du Febvre, county<br>of Yamaska..... | 1570 |
| MINUTES DE NOTAIRE:—                                                                                                                        |      | NOTARIAL MINUTES:—                                                                                                                           |      |
| Jobin, Gérard.....                                                                                                                          | 1550 | Jobin, Gérard.....                                                                                                                           | 1550 |
| NOMINATIONS:—                                                                                                                               |      | APPOINTMENTS:—                                                                                                                               |      |
| Diverses.....                                                                                                                               | 1565 | Miscellaneous.....                                                                                                                           | 1565 |
| Membres de la Commission du Lac St-<br>Jean.....                                                                                            | 1565 | Members of the Lake St. John Commis-<br>sion.....                                                                                            | 1565 |
| PROCLAMATION:—                                                                                                                              |      | PROCLAMATION:—                                                                                                                               |      |
| Division d'enregistrement du village de<br>Normandin.....                                                                                   | 1566 | Registration division of the village of<br>Normandin.....                                                                                    | 1566 |
| VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—                                                                                                               |      | SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—                                                                                                                  |      |
| Canadian Pacific Express Co.....                                                                                                            | 1550 | Canadian Pacific Express Co.....                                                                                                             | 1550 |
| VENTES, LOI DE FAILLITE:—                                                                                                                   |      | SALES, BANKRUPTCY ACT:—                                                                                                                      |      |
| Asselin, Georges.....                                                                                                                       | 1570 | Asselin, Georges.....                                                                                                                        | 1570 |
| Côté, Misael.....                                                                                                                           | 1553 | Côté, Misael.....                                                                                                                            | 1553 |
| Miron, Médard.....                                                                                                                          | 1553 | Miron, Médard.....                                                                                                                           | 1553 |
| Mooney, Joseph.....                                                                                                                         | 1551 | Mooney, Joseph.....                                                                                                                          | 1551 |
| Omer Patenaude, Ltée.....                                                                                                                   | 1551 | Omer Patenaude, Ltée.....                                                                                                                    | 1551 |
| Rousseau & Lachance.....                                                                                                                    | 1552 | Rousseau & Lachance.....                                                                                                                     | 1552 |
| VENTE PAR LICITATION:—                                                                                                                      |      | SALE BY LICITATION:—                                                                                                                         |      |
| Dufort <i>et vir</i> vs Dufort <i>et al.</i> .....                                                                                          | 1555 | Dufort <i>et vir</i> vs Dufort <i>et al.</i> .....                                                                                           | 1555 |
| Rafter vs Rafter <i>et al.</i> .....                                                                                                        | 1554 | Rafter vs Rafter <i>et al.</i> .....                                                                                                         | 1554 |
| VENTES PAR LES SHÉRIFS:—                                                                                                                    |      | SHERIFF'S SALES:—                                                                                                                            |      |
| ABITIBI:—                                                                                                                                   |      | ABITIBI:—                                                                                                                                    |      |
| Fortin vs Moreilhon.....                                                                                                                    | 1556 | Fortin vs Moreilhon.....                                                                                                                     | 1556 |
| ARTHABASKA:—                                                                                                                                |      | ARTHABASKA:—                                                                                                                                 |      |
| Banque d'Hochelega vs Trottier <i>et al.</i> ....                                                                                           | 1556 | Hochelega Bank vs Trottier <i>et al.</i> .....                                                                                               | 1556 |
| BEAUCE:—                                                                                                                                    |      | BEAUCE:—                                                                                                                                     |      |
| Morand vs Paré.....                                                                                                                         | 1557 | Morand vs Paré.....                                                                                                                          | 1557 |
| Nolet vs Lachance.....                                                                                                                      | 1557 | Nolet vs Lachance.....                                                                                                                       | 1557 |

## BEDFORD:—

McKeown *et al* vs Schoolcraft..... 1558

## CHICOUTIMI:—

W. Lévesque, Ltée vs Côté..... 1558

## HULL:—

Black *et al* vs Caron..... 1559Dowd *et al* vs Muldoon..... 1559

## IBERVILLE:—

Boulrice vs Laplante..... 1559

## MONTREAL:—

Gravel vs Handgrave dit Champagne... 1560

Hammond *et al* vs Title Guarantee &

Trust Corp. of Canada, Ltd..... 1561

J. H. Lebeuf, Ltée vs Jasmin..... 1560

Pelletier *et al* vs Rhéaume *et al*..... 1562Posner *et al* vs Handfield..... 1562

## ROBERVAL:—

Sauvageau vs Simard..... 1563

Tremblay vs Fortier..... 1563

## SAINT-FRANÇOIS:—

Cabana vs Chenette..... 1564

## TROIS-RIVIÈRES:—

Boisvert vs Massicotte..... 1564

## BEDFORD:—

McKeown *et al* vs Schoolcraft..... 1558

## CHICOUTIMI:—

W. Lévesque, Ltée vs Côté..... 1558

## HULL:—

Black *et al* vs Caron..... 1559Dowd *et al* vs Muldoon..... 1559

## IBERVILLE:—

Boulrice vs Laplante..... 1559

## MONTREAL:—

Gravel vs Handgrave dit Champagne... 1560

Hammond *et al* vs Title Guarantee &

Trust Corp. of Canada, Ltd..... 1561

J. H. Lebeuf, Ltée vs Jasmin..... 1560

Pelletier *et al* vs Rhéaume *et al*..... 1562Posner *et al* vs Handfield..... 1562

## ROBERVAL:—

Sauvageau vs Simard..... 1563

Tremblay vs Fortier..... 1563

## SAINT FRANCIS:—

Cabana vs Chenette..... 1564

## THREE RIVERS:—

Boisvert vs Massicotte..... 1564

